

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



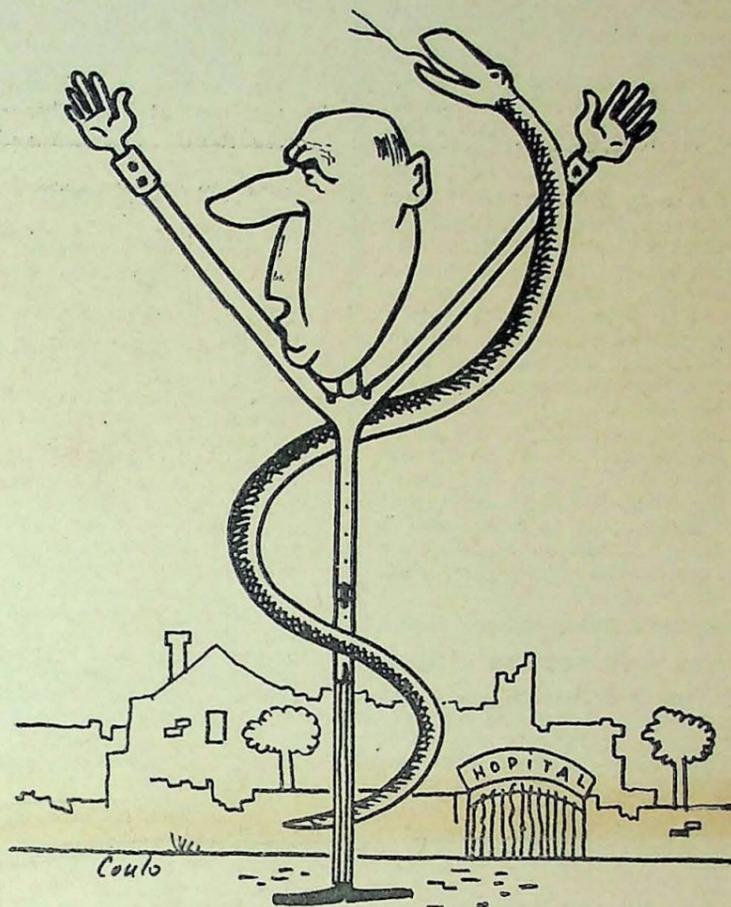
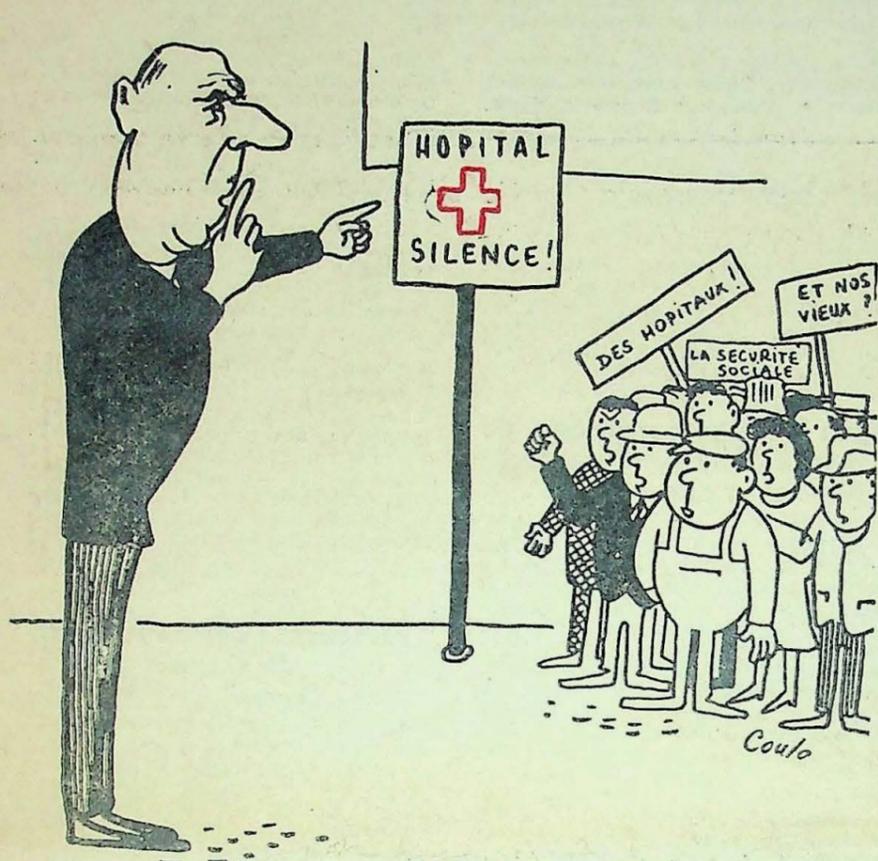
DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

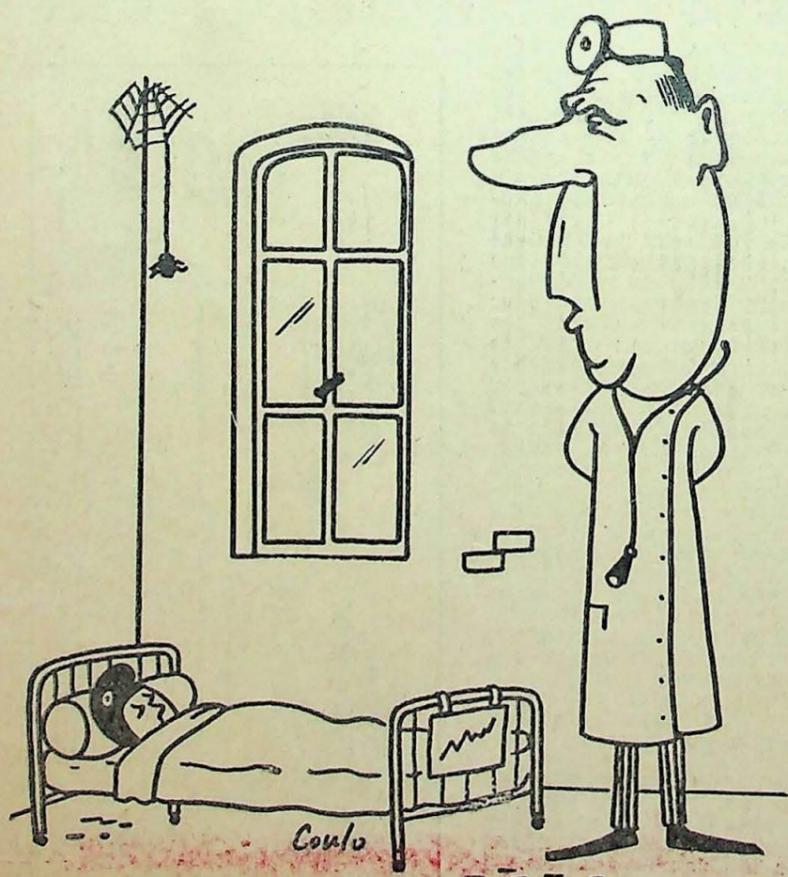
PRIX : 60 centimes

N° 201. — 27 JUIN 1964



En 30 ans, pas un hôpital construit à Paris

(Notre enquête pages 6-7-8)



"TS" a fêté son 200^e numéro

Jeu. 18 juin, de 11 h 30 à 13 h 30, au siège du Parti, eut lieu la réception donnée par le Comité de Rédaction de TRIBUNE SOCIALISTE pour la sortie de son numéro 200.

On notait la présence d'Edouard Depreux, secrétaire national du parti, et des membres du Bureau national Gilles Martinet, Pierre Bergevoy, Maurice Combes, Marc Heurigon, Serge Mallet, Jean Arthuys, Richard Dartigues.

L'équipe de T.S. était là, bien entendu, avec Harris Puisse, directeur politique, Eric Bergaire, rédacteur en chef, et les camarades Denyse Frank, Carmen Soteras, Georges Soteras, Geneviève Mesguiche, Mauricio, Brille, Bourgeois, Vernon, Laury, Joch, Lavezzi. « Le numéro 200 » fut le prétexte à des discussions amicales avec nos visiteurs, M. le Premier secrétaire de l'ambassade d'Israël, M. l'Attaché de presse de Cuba, et, parmi les journalistes, Raymond Barillon, du Monde, Hugonnet, des Nouvelles d'Alsace, Joseph Barsalou, de la « Dépêche du Midi », Poirier, directeur des Imprimeries Lamartine, Paul Martinet, etc.

Bravo à la section d'Arcueil

Nos deux candidats aux élections municipales, Danayrolle et Olivier, ont obtenu, le 14 juin, plus de 10 p. 100 de voix — après une excellente campagne qui nous a permis d'accroître notre implantation — les premiers résultats sont réconfortants. La section est bien décidée à poursuivre la lutte.

SOLIDARITE POUR LES GREVISTES DES ASTURIES

— Pour le soutien permanent des victimes de la répression
— Pour une action solidaire continue la commission nationale de solidarité du P.S.U. vous invite à adresser vos versements à Louis HOUEVILLE, 47, rue Hoche, MONTREUIL (Seine) C.C.P. Paris 15-536-77.



Comme nous l'avons rapporté dans notre précédent numéro, le 7 juin s'est tenue, à Menton, une rencontre franco-italienne sous l'égide du Mouvement contre l'armement.

Ci-dessus, une photo de cette réunion : à l'extrême gauche, Oriol, secrétaire fédéral adjoint du P.S.U. A l'extrême droite, Gilles Fontaine, étudiant représentant à Menton la M.C.A.A. L'orateur, le professeur Raphaëlo Monti.

DROME : contre la répression patronale

Les sections locales des organisations politiques suivantes : Parti communiste français, Parti socialiste S.F.I.O., Parti socialiste unifié, Parti radical,

— constatent que, depuis 1958, la politique rétrograde du gouvernement, émanation de la haute finance, n'a suivi qu'un programme de défense du grand capital et des trusts,

— enregistrent le durcissement du patronat de combat soutenu par le pouvoir actuel qui veut revenir, plus que jamais, par des méthodes arbitraires et illégales, à un dirigisme capitaliste sur le monde du travail,

— soulignent que le plan de stabilisation gouvernemental n'a, en fait, qu'augmenté les bénéfices des grosses entreprises tout en bloquant les salaires, bénéfices uniquement répartis entre les actionnaires,

— protestent énergiquement contre les atteintes aux libertés syndicales, contre les sanctions arbitraires de plus en plus nombreuses enregistrées, en particulier dans la région de Valence, allant jusqu'au licenciement de délégués syndicaux,

— se déclarent solidaires des actions revendicatives des travailleurs du secteur privé et du secteur public, qui luttent pour une amélioration réelle de leurs conditions de vie et de travail,

— lancent un vibrant appel à tous les républicains pour apporter leur appui total aux travailleurs victimes actuellement de la répression patronale.

Cette motion a été remise au chef de Cabinet du préfet de la Drôme, jeudi 11 juin, par une délégation comprenant notre camarade Coulland

Edouard, représentant la section du P.S.U., Allegret (Parti communiste), Perdrix (Radical), maire de Valence et conseiller général de Valence-Nord, et Coulland Gabriel (Parti communiste), maire de Portes-lès-Valence et conseiller général de Valence-Sud.

Lyon : « Des survivants de Nagasaki et de Hiroshima vous parlent »

« Lyon a connu, sans doute, le plus important meeting pour la suppression de tout armement nucléaire qui ait jamais été tenu dans la ville. » Ce sont les termes mêmes du Progrès de Lyon.

● La délégation japonaise, arrivée la veille du meeting, a été d'abord reçue au foyer de la salle Darius-Milhaud, où notre camarade Lederman lui souhaita la bienvenue. Une conférence de presse suivit cette réception. Les trois quotidiens régionaux s'y étaient fait représenter.

Suzanne Gerbe, responsable de la commission de politique extérieure de la Fédération du Rhône, rappela les buts du M.C.A.A. et exprima la gratitude des organisations présentes pour le précieux appui qu'apporte à l'effort militant, le vivant témoignage de la délégation japonaise.

● M. Gauzit, astronome à l'observatoire de Saint-Genès-Laval, préside le meeting. Il remercie les organisations qui ont apporté leur soutien au M.C.A.A.

● M. Kastler, professeur à la Sorbonne, membre de l'Institut, retraça les étapes scientifiques de la construction

de la bombe, les étapes historiques qui devaient conduire à la terrible décision de Truman — sourd à toutes les interventions d'Einstein et de ses collaborateurs — de jeter la bombe atomique sur Nagasaki et Hiroshima. Les Japonais, M. Noboru Yamada, professeur ; M. Akira Mitsui, journaliste ; Mme Tokie Kawanoto devraient, en dépit des difficultés de la traduction, assurée, phrase par phrase, par un envoyé de l'ambassade, soulever l'émotion de la salle.

Discrets sur leurs souffrances (Mme Tokie Kawanoto, jeune couturière de 34 ans, compte cinq ans d'hôpital et vingt interventions chirurgicales), ils s'efforcent de nous dire qu'ils veulent inlassablement travailler à créer le courant d'opinion qui doit rendre impossible le retour des horreurs qu'ils ont vécues.

M. Ahira Mitsui, journaliste, rapporte une entrevue du groupe des Hibasshuka avec le président Truman. Ce dernier leur dit n'avoir pas changé d'avis. Si c'était à refaire, il donnerait le même ordre qu'il y a vingt ans !... Les Hibashuka seront reçues en U.R.S.S. par le Conseil mondial de la Paix.

En conclusion, on peut se réjouir de la rapide implantation du M.C.A.A. qui, un an après son lancement dans la région, possède assez d'audience auprès d'un nombre important d'organisations pour qu'un meeting puisse se tenir sous son égide.

Cependant, on peut regretter que l'aspect politique des problèmes n'ait tenu qu'une place relativement restreinte. A nos camarades du P.S.U. d'être de plus en plus nombreux et efficaces au sein du M.C.A.A. afin que ce mouvement ne risque pas d'apparaître sous les couleurs d'un pacifisme purement idéaliste.

Suzanne Gerbe.

Périgueux : contre la force de frappe

Le mercredi 17 juin, à 21 h., s'est tenu un meeting organisé par le comité départemental contre la force de frappe et qui s'est déroulé à l'image de la manifestation nationale de Sceaux du 26 avril (à la seule différence que le représentant des Jeunesses communistes parlait au nom des mouvements de jeunes, l'U.N.E.F. étant inexistante dans le département).

Notre camarade, le Dr Deffien, qui prenait la parole au nom du P.S.U., tout en précisant que nous étions contre tout armement atomique, a traité plus particulièrement de l'aspect biologique du problème, et des dangers de la contamination radioactive provoquée par les expériences nucléaires ; mêlant son expérience personnelle aux observations générales, il fut particulièrement écouté.

BREST : les parents d'élèves manifestent

LES associations laïques de parents d'élèves de Brest ont eu à plusieurs reprises l'occasion de manifester leur mécontentement lesquelles travaillent leurs enfants : elles l'ont fait en particulier lors du passage de M. Fouchet en novembre dernier. Mais elles savent que ce qui a été obtenu jusqu'ici est loin d'être suffisant, et qu'elles ne l'ont obtenu que par l'action qu'elles ont menée sans relâche.

Aussi n'ont-elles pas attendu la prochaine rentrée scolaire pour attirer l'attention de tous les Brestois et des responsables locaux et nationaux sur la situation de plus en plus grave de l'enseignement à tous les degrés dans notre ville. Une enquête approfondie a été menée, avec l'aide de tous les syndicats enseignants de la F.E.N. Elle a démontré que les programmes de constructions, loin d'être suffisants, prennent de plus en plus de retard sur les besoins, devant l'expansion démographique de la ville, qui dépasse déjà 150.000 habitants (dont 50.000 dans les établissements scolaires).

Dans le primaire, les écoles sont surchargées, le personnel manque, et les retards scolaires sont anormalement importants (surtout dans les quartiers populaires) ; un élève sur deux seulement entre dans le secondaire (lycée ou C.E.G.), et sur quatre élèves entrés en 6^e, un seul parvient en 1^{re} ; l'entrée dans le technique se fait par concours (en 1964, pour le

Finistère, 1.100 places pour 4.000 candidats dans les C.E.T.).

L'enquête ainsi menée étudie école par école les effectifs, les retards, les besoins en salles de classe, en personnel ; il s'agit d'un travail extrêmement sérieux, dont les chiffres ne peuvent être contestés. Des réunions se sont tenues pendant quinze jours, dans tous les quartiers, pour mettre les parents au courant des graves difficultés qu'ils rencontreront aux prochaines rentrées. Elles se sont terminées le 6 juin par un meeting dans la salle de la rue Y.-Collet, vers laquelle avaient convergé les cortèges de parents d'élèves venant des quartiers.

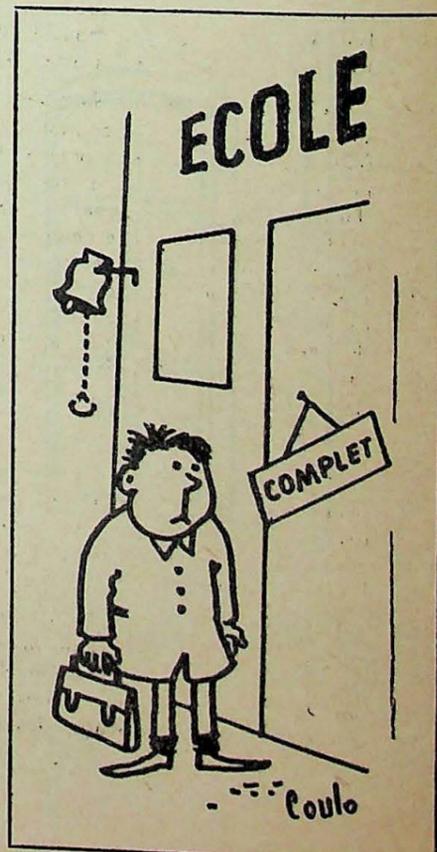
A la tribune avaient pris place, autour de Nicolas, président du Conseil départemental des Parents d'Elèves, et de Nédelec, secrétaire du Comité d'Action Laïque du Finistère, les représentants des associations de parents du primaire, du secondaire et du technique, du S.N.I., du S.N.E.S., du S.N.E.T., du S.N.E.Sup., de l'A.G.E.B. (U.N.E.F.), des patronages et amicales laïques, des syndicats ouvriers (C.G.T. et C.G.T.-F.O.), des partis politiques (Parti radical, S.F.I.O., P.S.U., P.C.F.), de la Libre Pensée, de l'Union Rationaliste, de la Ligue des Droits de l'Homme

Après les brefs discours de Nicolas et de Nédelec, qui exposèrent ce que nous avons expliqué plus haut et appelèrent les assistants à se préparer à continuer l'action, une résolution fut votée pour appuyer les revendications du Comité de liaison des Parents d'Elèves, et pour mettre les autorités devant leurs responsabilités. Puis un cortège de plusieurs milliers de personnes défila à travers la ville pour accompagner la délégation qui déposa la résolution à la sous-préfecture.

Comme l'a dit Nicolas : « Cette manifestation est en quelque sorte une préface aux batailles qui nous attendent, car nous devons préparer pour nos enfants un avenir meilleur. » Les parents d'élèves ont pris conscience de la menace que fait peser le régime gaulliste sur l'enseignement public, pour lequel on ne trouve pas d'argent, alors qu'on gaspille des milliards, en particulier pour la force de frappe, et qu'il défavorise par tous les moyens, alors qu'il aide l'enseignement privé. Il ne s'agit pas là simplement d'une carence, mais d'une volonté délibérée d'abaisser le niveau scolaire (qui dans le Finistère est un des plus élevés en France, comme l'a montré une récente enquête parmi les jeunes faisant leur service militaire), de préparer une réserve de manœuvres et d'ouvriers, non qualifiés, qu'il sera ensuite plus facile aux entreprises capitalistes d'exploiter, avec la complicité d'un gouvernement réactionnaire.

Les parents d'élèves brestois ont compris ce que l'on veut faire de leurs enfants, et ils feront encore parler d'eux à la prochaine rentrée scolaire. La bataille n'est pas finie.

P. Tremintin.



CONTRE LE CAPITALISME DE POMPIDOU :

L'UNITÉ SOCIALISTE

par Pierre NAVILLE

L'HEURE est aux professions de foi. De Gaulle, au cours de sa tournée en Picardie, vient une fois de plus de faire les siennes : tout va bien en France, à condition qu'il reste la tête de l'Etat ! La prospérité et la paix sont à ce prix. C'est donc à lui de choisir son successeur, s'il y a lieu... Mais ce successeur, que de Gaulle a presque désigné, s'est exprimé beaucoup plus clairement que son chef. En effet, Pompidou n'a pas mâché les mots dans l'interview qu'il vient de donner à la revue patronale *Entreprise*. Il ne s'est pas borné à parler de prospérité. Il a franchement expliqué que cette prospérité, c'est celle du capitalisme. Si les profits capitalistes augmentent suffisamment, les salaires pourront être légèrement augmentés : 3 p. cent par an et par personne, dit-il, ce qui « représente un peu moins encore en taux horaire, si, comme par exemple en 1962 et 1963, le nombre d'heures travaillées par personne augmente, ou si les qualifications hiérarchiques se modifient ». D'autre part, il préconise l'élargissement de la base capitaliste des entreprises. Il est « convaincu que les marges bénéficiaires des entreprises doivent être maintenues à un niveau satisfaisant... Il est trop commode de s'indigner contre les profits des trusts. Il n'y a rien de plus nuisible à toutes les classes sociales que de déclarer la guerre aux bénéficiaires des sociétés. » Il demande aux sociétés privées d'accroître leur capital par appel aux actionnaires, aux souscripteurs, aux emprunts. Il promet aux capitalistes de les aider à attirer l'épargne privée, il demande un accroissement de la concentration des entreprises. En un mot, Pompidou lance aux grands capitalistes l'appel que Guizot lançait aux gros agrariens : « Enrichissez-vous ! » Les travailleurs auront des miettes, 1 à 2 p. cent d'augmentations de salaires peut-être, absorbés à l'avance par les hausses de prix dans tous les domaines, c'est-à-dire rien.

La profession de foi de Pompidou inquiète sans doute quelques fonctionnaires économiques, et même des technocrates férus de planification. C'est là une des contradictions dans lesquelles se débat le régime. Il est évident que le gouvernement, impulsé par Giscard et Pompidou, se trouve dans une situation que son plan de stabilisation lui-même rend difficile. Il préconise un ralentissement de l'expansion économique, une grande modération dans les objectifs du 5^e Plan, un blocage des salaires, une atténuation des investissements publics (sauf pour l'armée). Dans ces conditions, il lâche du lest du côté du grand capital privé, et il se heurte à des réticences jusque dans le parti de la majorité, anxieux des résultats prévisibles lors des prochaines élections municipales et alerté par les résultats de l'élection législative de Longwy.

Les batailles que les salariés ont menées tous ces derniers mois vont donc maintenant s'inscrire dans une perspective nouvelle. Aux combats défensifs qu'ils ont menés contre les licenciements et le blocage des salaires, con-

tre les offensives antisyndicales du patronat, ils vont pouvoir substituer une attaque contre l'ensemble de la politique économique et sociale du gouvernement. L'heure est venue de montrer que le régime gaulliste ne peut conduire qu'à la stagnation et au recul de la situation des salariés si ceux-ci ne se fixent pas des objectifs d'ensemble contre l'organisation capitaliste du régime, contre les technocrates qui cherchent à masquer cette organisation, et contre les institutions politiques qui la servent.

La bataille des élections municipales, déjà engagée, est l'occasion d'une grande mobilisation populaire. La loi électorale, voulue par l'U.N.R., encouragera au blocage de listes de gauche dans les grandes villes dès le premier tour, et au second tour ailleurs. Notre parti avait préconisé des listes d'unité ouvrière, socialiste, dès le premier tour et partout. Malheureusement, ni la S.F.I.O. ni le P.C. n'ont retenu cette proposition d'un accord sur le plan national. Elle reste cependant réalisable localement en différents endroits. De toutes les façons, le P.S.U. reste prêt à conclure les ententes nécessaires, au premier ou au second tour, avec les organisations communistes ou socialistes, car son objectif est celui de l'unité. La campagne municipale doit servir de puissant levier pour réaliser l'unité, qui est parfaitement concevable aujourd'hui sous la forme d'un Front socialiste. Et cette unité d'action sera elle-même la meilleure façon de poser la question du programme, de l'objectif de la lutte, qui ne peut être que celui d'une alternative socialiste.

Bien des obstacles subsistent encore sur cette voie, mais on peut constater qu'ils commencent à être surmontés. Les discussions que le P.S.U. a pu mener au cours des « colloques socialistes » témoignent en fin de compte des progrès qu'ont fait nos idées, tant sur le programme de l'alternative et le « contre-plan » à opposer au plan de Pompidou et de Giscard, qu'au sujet des conditions de l'unité. La quatrième réunion du colloque, tenue les 13 et 14 juin, et qui fut la dernière, a enregistré les progrès accomplis à cet égard. Personne n'a pensé que les participants puissent réaliser à eux seuls « l'unité socialiste », même partielle. Mais tous ont considéré que ces confrontations, élargies, pouvaient faciliter, à la fois la recherche d'un programme commun et la recherche d'une formule d'entente qui garantisse l'autonomie des courants et la convergence des efforts. D'autre part, une délégation du Bureau national du P.S.U. a rencontré au lendemain du colloque une délégation du Bureau politique du P.C., et la discussion a montré le désir de rechercher la voie de l'unité en tenant compte des conditions nouvelles qui se dessinent un peu partout, surtout en ce qui concerne le programme possible d'une alternative socialiste.

Ces résultats sont encourageants, et l'on peut en trouver l'écho jusque dans les récentes prises de position de Gaston Defferre à Sis-

teron. Le candidat de la S.F.I.O. à la Présidence de la République a admis deux choses importantes : d'abord que les organisations syndicales, socialistes et même communistes ne pouvaient s'engager dans une campagne électorale de cette nature sans qu'ait été débattu en commun le programme de la coalition populaire, et ensuite qu'il ne pouvait escompter un succès, ou du moins un mouvement massif en sa faveur, sans une participation du P.C. et de la C.G.T. Defferre a justifié par ce tournant les critiques que nous avons faites dès le début de sa campagne. Bien entendu, ces indications sont encore loin de suffire à résoudre la question. Mais elles peuvent contribuer à la reposer en termes nouveaux. Désormais, tout le monde voit clairement que ni la bataille des élections municipales, ni celle de l'élection présidentielle, ni l'action généralisée dans les entreprises, contre le régime et son chef, ne peuvent être engagées avec une chance de succès si elles ne comportent pas : 1) un objectif de lutte, un objectif d'ensemble, qui ouvre une perspective socialiste, et 2) une unité d'action sans exclusive, mais sans rigidité, et où tous les participants du front conservent la possibilité de défendre leurs idées. L'unité sera démocratique et socialiste ou ne sera pas.

Le P.S.U. n'a jamais caché qu'aucune unité d'action n'était concevable sans une complète liberté d'élaboration de nos objectifs. Comme le disait Pierre Berezgoy lors du dernier colloque socialiste : « Dans la conjoncture politique actuelle, finalement, nous sommes toujours devant un triple choix : celui de la démocratie socialiste — le nôtre — celui de la restauration du passé, celui d'une intégration insidieuse au régime gaulliste. » Gilles Martinet demandait dans la même réunion, l'action pour « une démocratie socialiste également éloignée du socialisme d'Etat de type soviétique et de la traditionnelle démocratie parlementaire », en rupture avec « un programme idéal irréalisable et un programme minimum purement opportuniste » : « sans l'unité, le renouveau n'est qu'un jeu intellectuel, mais sans renouveau, vous n'aurez pas l'unité. » Et j'ajoutais : « C'est un fait que nous avons refusé la double option de la voie d'une démocratie populaire de style oriental, et de la voie traditionnelle de l'action de la S.F.I.O., pas seulement parce que la guerre d'Algérie nous a séparés nettement pendant cette période, mais parce qu'au-delà des problèmes posés par la décolonisation, nous sentions qu'une nouvelle gestation de la pensée socialiste devenait nécessaire. »

Cette nouvelle gestation de la pensée socialiste, le régime gaulliste l'impose, même à ceux qui n'en ressentent pas d'instinct la nécessité. Le mouvement communiste la ressent à travers les crises internationales où il est engagé. Le socialisme traditionnel ne peut y échapper, s'il veut survivre. Le P.S.U. est convaincu, pour sa part, que la marche vers l'unité va la hâter. Consacrons-y des efforts redoublés.

P. N.

CHEZ LES TRAVAILLEURS D'EMPACEL

Le ministre du Travail et le député U.N.R. du III^e arrondissement avaient promis un dénouement favorable : on leur envoie la police.

Après les licenciements injustifiables de 66 personnes (dont de nombreux représentants élus du personnel), le comité de défense constitué à la société Empacel avait demandé au ministre du Travail et au député U.N.R. du III^e arrondissement d'intervenir afin que les travailleurs ne soient pas victimes des administrateurs de cette société qui se refusent à maintenir le personnel en fonction s'il doit en résulter un manque à gagner et du gouvernement qui,

par son refus d'accorder la garantie financière nécessaire, exerce une discrimination politique à l'égard d'un pays indépendant : l'Indonésie.

Après avoir fait attendre près de trois semaines une réponse qu'il faisait entrevoir comme favorable aux travailleurs d'Empacel lors d'une première entrevue avec ceux-ci, position qu'il devait confirmer par l'intermédiaire du député U.N.R., le ministre du Travail, à la veille de l'échéance du préavis, a laissé entendre à la délégation du comité de défense qu'il n'était pas en mesure, compte tenu de la législation actuelle et des impératifs gouvernementaux,

d'empêcher ce mauvais coup porté, dans une période où il est difficile de se reclasser, à une équipe de travailleurs spécialisés et hautement qualifiés.

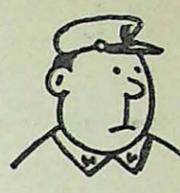
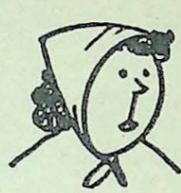
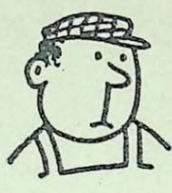
Dès lundi, dernier jour de leur préavis, les travailleurs ont constaté la présence aux abords de la société, de forces de police prêtes à intervenir à l'appel de la direction.

Ainsi, une fois, de plus, le comité de défense contre les licenciements et son comité de soutien sont amenés à dénoncer la collusion du pouvoir gaulliste avec les grosses sociétés capitalistes qui, en aucune façon, ne se

préoccupent des intérêts des travailleurs et ceci, dans le cas présent, malgré le soutien de la plupart des organisations politiques, syndicales et démocratiques de l'arrondissement, malgré les centaines de signatures contre les licenciements recueillies parmi la population, malgré les interventions nombreuses des conseils municipaux Claude Bourdet (P.S.U.) et Pierre Miallet (P.C.) et les questions écrites au ministre du Travail et à l'Assemblée, posées notamment par M. Odru, député de la Seine, et malgré la volonté déterminée des salariés d'Empacel de faire respecter leur droit au travail.

LES SYNDICATS

A LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE



Combes

Le gouvernement se déclare résolu à maintenir son « plan de stabilisation », limitant l'augmentation des salaires à 3 ou 4 % par an. Et cela alors que les bouchers s'agitent et qu'on laisse prévoir une hausse de la viande. Le gouvernement jettera-t-il du lest en automne pour éviter un mouvement d'envergure ? En attendant, les syndicats sont dans l'impasse. Les dernières grèves n'ont pas été payantes et ils sont divisés sur la tactique à suivre. Cette situation paraît favorable au régime, mais, en réalité, l'impasse actuelle favorise la politisation des cadres syndicaux qui mesurent les limites d'une action strictement revendicative.

Un mouvement d'ensemble est-il possible ?

Ces préoccupations se sont fait jour au cours du C.C.N. de la C.G.T. et des récents congrès syndicaux : dans le secteur privé, congrès des travailleurs C.F.T.C. du textile, de l'habillement et du cuir (désormais groupés en une fédération unique), congrès de la Fédération C.G.T. du textile qui pratique, avec son homologue de la C.F.T.C., une action commune jugée de la plus haute importance par Benoît Frachon, congrès de l'importante Fédération C.F.T.C. des industries chimiques ; dans le secteur public, congrès de la Fédération F.O. des cheminots et des cadres F.O. de l'E.G.F. qui n'ont pu que constater que l'application du rapport Toutée interdisait toute discussion véritable sur les salaires et s'opposait à l'autonomie de gestion des entreprises nationales (lors même que la Fédération F.O. du gaz et de l'électricité avait espéré que l'Etat-patron rompaît avec le parallélisme des salaires dans ces entreprises).

Il est vrai qu'il est plus facile au gouvernement de bloquer les salaires dans le secteur public que dans le secteur privé, en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Cependant, des pressions sont exercées sur le patronat pour freiner l'augmentation des salaires. En fait, les conventions collectives sont vidées de leur substance parce que portant sur des minima théoriques, et les accords d'entreprises ne sont conclus que dans le cadre d'une politique paternaliste visant à faire accepter aux syndicats des formules d'intéressement en échange d'une certaine reconnaissance de ceux-ci (l'exemple le plus typique est fourni par l'accord signé aux « Plastiques de Roubaix » par les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O.).

Mais ce qu'il faut souligner, ainsi

que nous l'avons souvent fait, c'est la grande diversité des situations selon les entreprises, les régions et les branches d'industrie. Prenons le cas du textile, qui occupe environ 450.000 travailleurs, dont 60 % de femmes. Les salaires y demeurent souvent très médiocres, en dépit des progrès de la productivité résultant de la mécanisation : selon les fédérations C.G.T. et C.F.T.C., la moitié des travailleurs du textile gagnent moins de 400 F par mois et les trois quarts moins de 500 F. Prenons le cas des employés de commerce, dont les organisations C.G.T. et C.F.T.C. avaient lancé une semaine revendicative à la fin de mai. Selon la C.F.T.C., la grande majorité des deux millions de travailleurs de cette branche (dont 70 à 80 % de femmes) ne gagne pas plus de 400 F par mois. Beaucoup d'entre eux ne bénéficient pas de la quatrième semaine de congés payés, ce qui n'est pas étonnant si l'on considère que 95 % des salaires du commerce ne sont garantis par aucun accord ou convention locale. Il n'en va pas de même, naturellement, dans des branches plus modernes et plus concentrées comme les industries chimiques, mais là encore la situation n'est pas identique dans le pétrole — où les salaires ne constituent qu'une très faible partie du prix de revient — et dans l'industrie du verre à main qui conserve un caractère quasi artisanal. Cette diversité de situations rend très difficile un mouvement général pour les salaires, fût-ce dans le cadre d'une branche déterminée.

D'autre part, la crainte subsiste que le plan de stabilisation n'aboutisse à une récession économique. Et si les appréhensions des syndicats ne se sont pas trouvées jusqu'ici justifiées, les experts de l'I.N.S.E.E. redoutent eux-mêmes une stagnation pour 1965. En tout cas, les conflits de reconversion se multiplient : après Nantes, Saint-Nazaire et Saint-Etienne, Montluçon, où plus de quatre cents ouvriers sont licenciés à l'usine métallurgique Saint-Jacques.

Face à un gouvernement et à un patronat de plus en plus intransigeant, aux prises avec des problèmes complexes, les syndicats sont handicapés par leurs divisions. Appréhendant, à cet égard, la déconsozialisation de la C.F.T.C., André Bertheloot a déclaré devant le C.C.N. de la C.G.T. : « Il s'agit surtout d'aller vers une centrale qui regrouperait tous les non-communistes. » Il n'est même pas sûr que cela soit possible, si l'on en juge par ce qu'a dit André Bergeron au congrès des cheminots F.O. : « Les dirigeants de la C.F.T.C. usent volontiers de formules ambitieuses que je

comprends pas... Ils parlent d'engagement politique, de planification démocratique. Leur conception du syndicalisme n'est pas la nôtre... » Le congrès n'en a pas moins demandé au bureau fédéral « de suivre attentivement l'évolution de la C.F.T.C. sans préjuger pour autant de la nature de rapports ultérieurs qui relèvent plus particulièrement d'une politique confédérale globale ».

Il reste que la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O. ne sont pas parvenues à se mettre d'accord pour un mouvement d'ensemble même dans le secteur public, où cela paraît le plus facile. La position de F.O. en faveur d'une telle action d'envergure a été jugée sévèrement par Bertheloot au C.C.N. de la C.G.T. : « Si F.O. préconise le « tout ou rien », en réalité ses dirigeants font tout pour que ce ne soit rien. »

Pour la C.G.T., il faut réaliser avant tout l'unité à la base. Le Comité confédéral national a invité les travailleurs à « préparer toujours plus minutieusement leur action, au niveau de l'entreprise, de la localité, du département, de l'industrie, en tenant compte qu'un certain nombre de revendications sont communes à tous les travailleurs... »

Cependant, il est incontestable que les travailleurs sont las de mouvements limités, de manifestations et de pétitions qui ne débouchent sur rien, et l'approche des vacances ne renforce pas la combativité.

Comment prendre position sur le plan politique ?

Quoi qu'il en soit, une épreuve de force avec l'Etat-patron poserait des problèmes politiques, ce qui amène les syndicats à se préoccuper de l'issue qui devait être trouvée sur ce plan. Mais qu'ils jugent ou non possible un tel affrontement, les syndicalistes ne peuvent rester indifférents à la nature du régime actuel. Un geste tel que la nomination comme conseillers d'Etat de Botheureau et de Bouladoux — qui n'ont d'ailleurs plus de responsabilités dans leur centrale — n'est pas susceptible de modifier une opinion de plus en plus critique, une attitude de plus en plus nette à l'égard du Pouvoir.

En ce qui la concerne, la Fédération C.F.T.C. des industries chimiques a considéré, à l'occasion de son congrès, « que la situation générale est caractérisée par un renforcement continu du pouvoir personnel favorisant les intérêts des sociétés capitalistes les plus puissantes ».

Favorable à un socialisme démocratique, la Fédération s'est prononcée

pour une remise en cause du pouvoir patronal au niveau de l'entreprise en préconisant, notamment, les mesures suivantes : reconnaissance du syndicat dans l'entreprise, négociation du contrat de travail (embauche, promotion, salaire), application et extension des pouvoirs des comités d'entreprise, institution d'un droit du travail indépendant du droit civil. D'autre part, la résolution générale demande la nationalisation de la grande industrie pétrolière, chimique et pharmaceutique (tout en critiquant la gestion des entreprises actuellement nationalisées).

Mais il va de soi que la réalisation de telles mesures implique de profonds changements politiques. C'est pourquoi le Congrès a souligné que « la relève du régime gaulliste nécessite la constitution d'une force démocratique capable de promouvoir les réformes de structure nécessaires ». Or une telle force n'existe pas et le bilan des colloques socialistes est assez négatif. Faut-il dès lors estimer avec la Fédération que « la campagne pour les élections présidentielles peut être l'occasion d'avancer dans cette voie si elle permet de développer un large débat public dans le pays sur les problèmes essentiels pour son avenir » ?

Aussi bien c'est une prise de position à l'occasion de l'élection présidentielle que la Fédération juge souhaitable : « Devant l'importance de l'enjeu de l'élection présidentielle pour l'avenir de la démocratie, le Congrès estime qu'il appartiendra aux organismes responsables de la Fédération d'exprimer leur avis sur les candidats en présence, afin d'apporter aux adhérents cet élément d'appréciation supplémentaire dans le vote personnel qu'ils auront à émettre. »

Est-ce bien là le meilleur moyen de s'engager sur le plan politique, surtout si « la candidature unique de la gauche », souhaitée dans la résolution du Congrès, n'existe pas, en particulier du fait que le rapprochement entre le P.C. et la S.F.I.O. demeure limité et purement tactique.

Différente est la position de la C.G.T. qui, selon le rapport de Bertheloot au C.C.N., « ne saurait accepter de soutenir une quelconque candidature qui ne reposerait pas sur un accord sans exclusive des forces démocratiques et réalisé sur un programme commun ». Cette position est juste, à condition que le programme commun ne soit pas un simple catalogue de revendications, mais comporte des réformes de structure sur lesquelles les syndicats ont effectivement leur mot à dire.

Maurice Combes.

Que se passe-t-il à DECAZEVILLE

DEPUIS la grève sur le tas de soixante-six jours, qui du 19 décembre 1961 au 22 février 1962 avait attiré sur eux l'attention nationale, les mineurs de Decazeville ne faisaient plus parler d'eux à la « une » des journaux. Si bien que, comme l'aurait dit au député de la circonscription le chef de l'Etat, on aurait pu croire qu'« à Decazeville, mais ça se tasse ».

Pourtant l'inquiétude n'avait pas quitté le cœur de ces chômeurs en sursis : la mine constituait pratiquement le seul employeur local et sa fermeture était, après la grève, bien que retardée, décidée pour 1965.

Et selon M. Rouquette, maire de la cité minière : « Nous avions cru, à certaines promesses de l'aménagement du territoire, qu'on se pencherait avec intérêt sur nos problèmes. Nous avions demandé la prolongation de l'activité minière et il nous avait été répondu que la date de janvier 1965 n'était pas tellement inéluctable, qu'un report pourrait être fait en juillet 1965... »

En clair, on avait promis, ou fait semblant de promettre, que la mine ne fermerait pas tant que des industries nouvelles implantées dans la région ne seraient pas capables d'absorber la main-d'œuvre dégagée.

Or, alors que pratiquement il n'y a eu aucune création d'emploi à Decazeville, et fort peu dans la région,

une nouvelle, édictée de Paris, devenait publique et semait dans le bassin la consternation : la mine doit fermer dès le 1^{er} juillet 1964. Et les mineurs ? 70 d'entre eux, qui ont plus de trente ans de mine, seront mis à la retraite anticipée, 150 autres, les plus jeunes, seront aiguillés vers d'autres puits et 440 seront licenciés avec une indemnité « pouvant atteindre deux ans de salaires » ; ceux-là, ainsi remerciés, devront ensuite attendre 55 ans pour avoir droit à la retraite proportionnelle ; en attendant, il leur faudra « se débrouiller ». Or ce sont les plus usés par leur dur métier, les moins aptes à une reconversion qui, en tout état de cause, ne pourra se faire sur place puisque les emplois n'existent pas.

Aussi, dès la nouvelle connue, les organisations syndicales et politiques se réunissaient à Decazeville et, dimanche 31 mai, à l'appel notamment des syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C. et des partis, P.C., S.F.I.O., Parti radical, M.R.P., P.S.U., 10.000 personnes venues des communes voisines mais aussi de Millau, où le conflit dans la ganterie est latent, de Carmaux, du Bousquet et d'Orb, pays miniers qui connaissent ou redoutent les mêmes problèmes, approuvaient la résolution dont nous résumons ci-dessous la teneur :

La population,

— Affirme sa volonté de sauvegarder le patrimoine local dans son

intégralité économique, humaine et sociale.

— Les manifestants constatent que cette situation est la conséquence de la politique gouvernementale actuelle qui réduit la production charbonnière française au profit de l'importation des charbons étrangers.

— Cette politique est contraire à l'utilisation pleine et entière des ressources minières de notre région, surtout au moment où la construction d'une centrale thermique à Albi (1) permet un écoulement supplémentaire important de charbon du bassin de l'Aveyron.

— Les manifestants s'élèvent contre une politique gouvernementale qui favorise la concentration industrielle et transforme en désert des régions entières comme la nôtre.

— Ils rappellent les conclusions adoptées par l'ensemble des organisations syndicales, professionnelles et consulaires réunies à Rodez le 21 janvier 1962.

— Un réel développement économique de notre région n'est possible qu'avec une politique renouvelée et démocratique, réalisée par un gouvernement se préoccupant résolument des intérêts de toutes les populations de notre région du Sud-Ouest.

Des démarches vont maintenant être tentées auprès du gouvernement pour l'informer de la situation qu'il semble fort mal connaître, alors que



pourtant, lors de la venue du chef de l'Etat dans le département, ce problème lui avait été exposé, et des désirs de la population qui souhaite que la mine dure tant qu'aucune industrie ne peut la remplacer.

La mesure envisagée, si elle est mise à exécution, ne peut faire de la seule région industrielle de l'Aveyron qu'un nouveau morceau du désert français ; car pour les jeunes, la seule ressource pour travailler est de s'expatrier ; encore quelques décennies et l'Aveyron ne sera plus peuplé que de retraités !

(1) Création annoncée par M. Pompidou lors de son récent passage à Albi, et dont personne, semble-t-il, y compris l'E.D.F., n'était au courant.

Actualités - Reportages

ROCROI, CITÉ SOCIALISTE

ROCROI, glorieuse dans l'histoire, n'est qu'une petite ville de 3.000 habitants. Encore sont-ils dispersés sur un vaste territoire ; la ville proprement dite, enfermée dans l'étoile de ses remparts, ne comptant que 1.700 habitants.

Rocroi est une ancienne sous-préfecture, une ancienne petite ville bourgeoise, avec ses fonctionnaires et ses magistrats. La tendance centralisatrice du gouvernement, accentuée sous la V^e République, la découronne peu à peu : après la sous-préfecture, après l'état-major de la gendarmerie, c'est le tribunal et l'enregistrement qui sont partis.

Mais la vitalité de la petite ville n'a pas baissé.

La population est en augmentation grâce à une natalité exceptionnellement forte, et à un phénomène de « micro-urbanisation », les habitants des communes voisines ayant tendance à se transplanter à Rocroi, de même que les habitants des hameaux ont tendance à s'agglomérer au centre.

Rocroi est aujourd'hui une ville essentiellement ouvrière. 5 petites fonderies, une usine d'estampage, trouvent leur main-d'œuvre sur place, tandis qu'environ 200 ouvriers descendent tous les matins, en car, vers les usines de Revin.

En théorie, Rocroi compte 120 cultivateurs. Mais la plupart sont des « ouvriers-paysans » qui gardent quelques bêtes en travaillant en usine. Il y a peut-être 60 vrais paysans, spécialisés dans l'élevage et la production laitière, car le climat particulièrement rude et dur du plateau de Rocroi ne permet guère la culture proprement dite.

Depuis 1953, Rocroi a une municipalité à direction socialiste, devenue P.S.U. en 1958.

Dans un milieu particulièrement difficile, un certain nombre de réformes ont pu être réalisées dans l'intérêt des classes populaires.

Nous n'en mentionnerons que quelques-unes.

Les écoles

En 1953, il y avait moins de 500 élèves. Il y en a maintenant plus de 800. Les écoles, très vétustes, ont été remises en état ; une école mater-

nelle de 3 classes a été réalisée ; une école de 10 classes est en construction. Entre temps, des classes provisoires ont dû être installées dans de vieux bâtiments ou dans des bâtiments préfabriqués.

Un restaurant scolaire de 80 places a été créé de toutes pièces. Presque tout le personnel enseignant a pu être logé, ce qui est indispensable pour retenir un personnel titulaire stable. Un gymnase de 30 x 20 est en construction.

La ville a acquis une grande villa, dite « Château des Sapins », où fonctionne une classe de perfectionnement pour retardés scolaires, et qui, l'année prochaine, sera transformée en I.M.P. en demi-internat, à 3 classes, pour les enfants du canton.

La jeunesse

La municipalité a construit un grand stade (football, basket, vestiaires-douches) utilisé tant par les écoles que par les 3 équipes de football et les 3 équipes de basket de l'Union sportive.

Un terrain d'entraînement, piscine et tennis est en projet.

La ville envoie tous les ans une cinquantaine d'enfants en colonie de vacances.

Un Centre de plein-air installé durant les vacances au Château des Sapins et rattaché aux Francs Camarades en absorbe une centaine.

L'Association « Culture et Loisirs », créée avec l'aide de la municipalité et rattachée à la Ligue de l'Enseignement, organise un patronage du jeudi, un ciné-club pour les enfants et adultes, une bibliothèque de prêts, des conférences et des voyages.

Une Maison de Jeunes est en construction, et fonctionnera à partir de la rentrée.

Un terrain de camping comportant des installations sanitaires et une Auberge de Jeunesse, accueillent les campeurs et les randonneurs de passage à Rocroi.

Le logement

Voici quelques-unes des mesures prises pour remédier à la crise du logement :

— Rachat de l'ancienne prison et transformation en logements,

— Réalisation d'un H.L.M.,

— Nombreux lotissements municipaux d'accession à la propriété.

Cette formule, qui peut paraître périmee dans les grandes villes, est très intéressante en campagne. A Rocroi, pour un F5, l'apport de capital demandé au constructeur est négligeable (100.000 à 150.000 anciens fr.), et quand la famille est nombreuse, les annuités ne dépassent pas un loyer d'H.L.M.

Un nouveau quartier (4 H.L.M., 40 maisons individuelles) est actuellement en projet.

Les personnes âgées

La municipalité a racheté l'ancienne sous-préfecture — le plus beau bâtiment du pays — pour y installer une Maison de Retraite de 26 lits, réservée en principe aux vieux du canton, qui ainsi restent proches de leur milieu habituel.

Un service d'aide ménagère à domicile pour les vieillards démarre actuellement.

Un Foyer où les personnes âgées pourront passer l'après-midi, avec télévision, jeux et goûter, est en projet pour l'hiver prochain.

La voirie

Il serait fastidieux d'entrer dans tous les détails concernant la voirie,

qui sont le pain quotidien d'une municipalité : installation d'un réseau d'égouts, réfection de la voie vicinale et rurale, modernisation de l'éclairage public, entretien et extension du réseau d'alimentation en eau potable, entretien du cimetière, des lavoirs, réfection de la place, etc...

Problèmes d'avenir

Le grand problème de Rocroi, c'est celui de son avenir économique.

Il est difficile d'obtenir des implantations industrielles nouvelles sur le rude plateau de Rocroi mal desservi au point de vue transports ; l'aide apportée par les divers comités d'expansion économique est jusqu'ici entièrement illusoire.

Si les usines de Rocroi continuent à prospérer, si Revin continue à absorber les ouvriers rocroyens, les générations montantes, de plus en plus nombreuses, pourront espérer rester sur place.

Et dans ce cas, de nouvelles réalisations scolaires, de nouvelles constructions de logements seront indispensables dans un proche avenir.

Andrée Vienot

Maire de Rocroi.

UNE NOUVELLE DISCOTHEQUE DES CHANTS REVOLUTIONNAIRES...

Les « Camarades » chantent :

- L'appel du Komintern (Hans ESSLER)
- La chanson de Craonne (VAILLANT-COUTURIER, Raymond LEFEBVRE)
- Les Survivants (chant funèbre du mouvement ouvrier russe)
- Clairvaux

LE DISQUE 45 TOURS : 9,50 F

Règlement à « T.S. », 54, bd Garibaldi, Paris-15^e. C.C.P. Paris 5826-65

NOTRE SANTÉ EST MENACÉE

A propos d'un colloque sur la dramatique situation des hôpitaux

Les 6 et 7 juin s'est tenu à Paris un Colloque national sur l'hospitalisation publique.

Ces deux journées, auxquelles ont participé 250 délégués, peuvent être considérées comme un grand succès, puisqu'elles ont réuni pour un travail en commun et sur une plate-forme commune des représentants des travailleurs et techniciens de la santé (parmi lesquels de nombreux médecins) et des représentants des usagers (Sécurité sociale, fédérations de malades et d'handicapés physiques, etc.).

Nous en donnons ici un compte rendu relativement détaillé, étant donnée l'importance du sujet pour chacun d'entre nous et l'intérêt de la méthode de travail choisie pour ce colloque qui est en fait une application pratique de la méthode Front Socialiste préconisée par le P.S.U. A cette initiative nationale doivent maintenant répondre de nombreuses actions du même type, aux échelons régionaux et locaux, comme cela s'est déjà produit dans un certain nombre de cas, par exemple, à Bobigny, autour de l'hôpital Franco-Musulman.

UN rapport extrêmement dense présenté par les organisations syndicales des personnels hospitaliers a introduit le débat en faisant le point des besoins hospitaliers actuels de la France. Notre pays possède 200.000 lits publics (1), soit un peu moins de 5 lits d'hôpital pour 1.000 habitants, alors que l'Angleterre, par exemple, en possède 10. Dans le Nord, une des régions où la mortalité est la plus élevée, 8.300 lits environ pour 2 millions d'habitants. Quant à la région parisienne, aucun hôpital nouveau n'y a été construit depuis Beaujon (1934), alors que la population y a considérablement augmenté !

A NANTES, le Centre hospitalier régional est en construction depuis 20 ans.

A LILLE, la Cité hospitalière est à peine terminée qu'elle s'avère insuffisante.

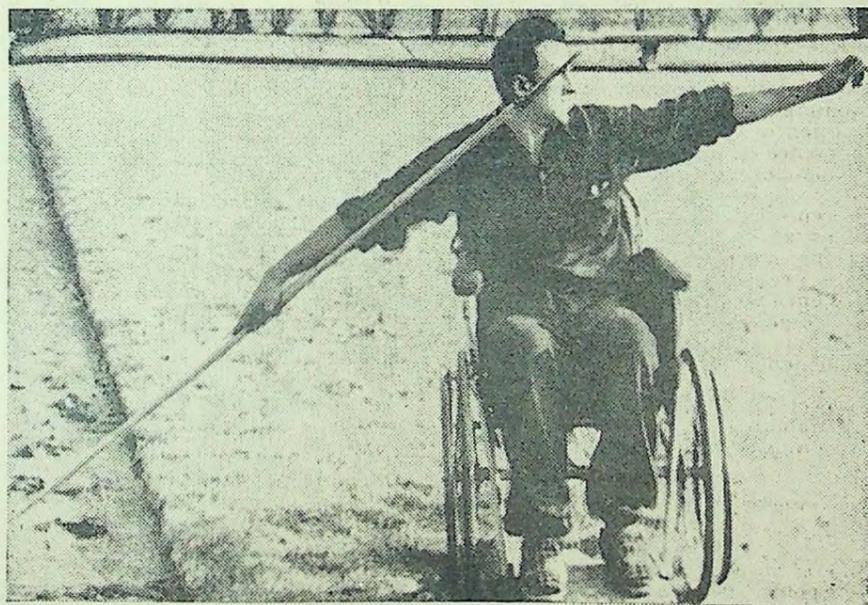
A FLERS, les bâtiments provisoires, construits pour 5 ans en 1945, sont toujours en service et ont une occupation double de celle qui avait été prévue initialement.

Dans les HOPITAUX PSYCHIATRIQUES, la situation est encore plus dramatique, surtout dans la région parisienne. En effet, le nombre de malades mentaux soignés dans les hôpitaux psychiatriques et colonies familiales est passé de 9.000 en 1945 à 14.000 au 1^{er} janvier 1961, alors que seulement 11.000 lits environ sont disponibles. De ce fait, l'espace vital réservé à chaque malade, de 13 m² réglementaires, est passé en moyenne à 6 m² 60 et se trouve même ramené à 3 m² 70 dans certains services.

Quant à l'humanisation des hôpitaux, elle n'en est encore qu'à ses débuts et, dans la région parisienne, près de la moitié des lits sont toujours situés dans des dortoirs de plus de 13 lits.

Les rapports préparatoires et très officiels des différents Plans, dans lesquels les organisations syndicales ont largement puisé une documentation incontestable, font régulièrement apparaître notre retard en matière d'équipement sanitaire et avaient prévu des besoins qualifiés de mini-

mum par la Commission de l'équipement sanitaire et social. Cependant, très régulièrement, ces besoins sont restés insatisfaits par le Plan définitif. Ainsi, pour le IV^e Plan, le texte ci-dessous fait apparaître les coupes



Trop peu d'anciens malades bénéficient d'une rééducation suffisante...

sombres effectuées par le Premier ministre :

IV^e Plan :

● L'évaluation des besoins théoriques recensés par le ministère de la Santé (évaluation modeste) se chiffrait à plus de 9.000 millions de F.

● Après abatement important par rapport aux besoins recensés, la Commission abaisse le volume des travaux à entreprendre par le IV^e Plan à 5.580 millions de F.

● Après arbitrage du Premier ministre et du commissaire général au Plan, cette masse globale des dépenses est réduite à 3.700 millions de F.

DE CE FAIT :

POUR LES HOPITAUX :

La commission avait prévu 1.768.662 millions de F ; après arbitrage, il n'y aura que 731.420 millions de F, soit environ 40 % des crédits prévus.

POUR LES HOSPICES :

Prévus par la Commission : 996 millions de F.

Il y aura seulement : 325 millions de F, soit environ 30 % des crédits nécessaires.

POUR LES CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES :

Prévus par la Commission : 1.195 millions de F. Il y aura seulement : 568 millions de F, soit moins de 50 % des crédits retenus.

ECOLES D'INFIRMIERES :

De 80.000 infirmières environ actuellement en service, 130.000 seraient nécessaires en 1965, d'après le ministère de la Santé.

La Commission étudie la création de 3.824 places, représentant une dépense de 57 millions de F.

Il y aura seulement 35 millions de F, soit 60 % environ des sommes

Les revendications du personnel

L'insuffisance numérique du personnel de toutes catégories est, de l'avis général, le problème numéro 1 qui interdit tout travail rationnel dans les locaux existants et qui met parfois en péril la vie des malades.

A PARIS, d'après la Direction générale de l'Assistance Publique, si des

par le D

mesures ne sont pas prises, il manquera, d'ici à 1970, plus de 8.000 infirmières. En réalité, si l'on suivait les indications du Bureau International du Travail, il faudrait dès maintenant 16.000 à 17.000 infirmières à l'A.P., soit près de trois fois ce qui existe.

Mais un hôpital a besoin aussi d'ouvriers qualifiés pour le fonctionnement ou l'entretien d'un équipement matériel et technique complexe. Or, au concours d'ouvriers d'Etat de juillet 1963, il y avait, pour 80 places, 98 inscrits et 56 présents seulement ; en définitive, 19 ouvriers ont été reçus, à peine le quart des besoins à satisfaire !

Dans toutes les catégories, l'Administration « bouche les trous » avec un personnel en général plein de bonne volonté, mais non préparé aux tâches qu'on lui demande (et, bien entendu, payé au rabais). C'est ainsi que récemment, à Lariboisière, un interne de garde admet un malade d'urgence, le rejoint quelques minutes après dans la salle, donne des conseils à la personne de garde en lui demandant de prendre des notes. « Je ne sais pas écrire », répond la jeune femme, qui n'était évidemment pas responsable d'avoir été placée seule dans une salle l'après-midi.

Un autre cas, tragique celui-là, a été rapporté à la télévision par un professeur : « Un dimanche matin, une personne n'a pu être sauvée parce qu'il n'y avait ni les appareils, ni le personnel pour intervenir rapidement : c'était une question de trois minutes. »

A MARSEILLE, le magnifique et nouvel hôpital Nord vient d'être terminé, mais il ne peut encore fonctionner par manque de personnel !

A COURBEVOIE, une aile de médecine et une aile de chirurgie, récemment réaménagées en fonction des exigences modernes, viennent d'être fermées, également par manque de personnel.

A PARIS, la situation s'aggrave de plus en plus, du fait du nombre de démissions supérieur au nombre d'infirmières formées annuellement par les écoles de l'A.P. Les raisons de ces difficultés sont faciles à expliquer :

- Insuffisance des traitements.
- Surmenage consécutif aux très dures conditions de travail.
- Persistance de la semaine de quarante-cinq heures, plus les heures supplémentaires.

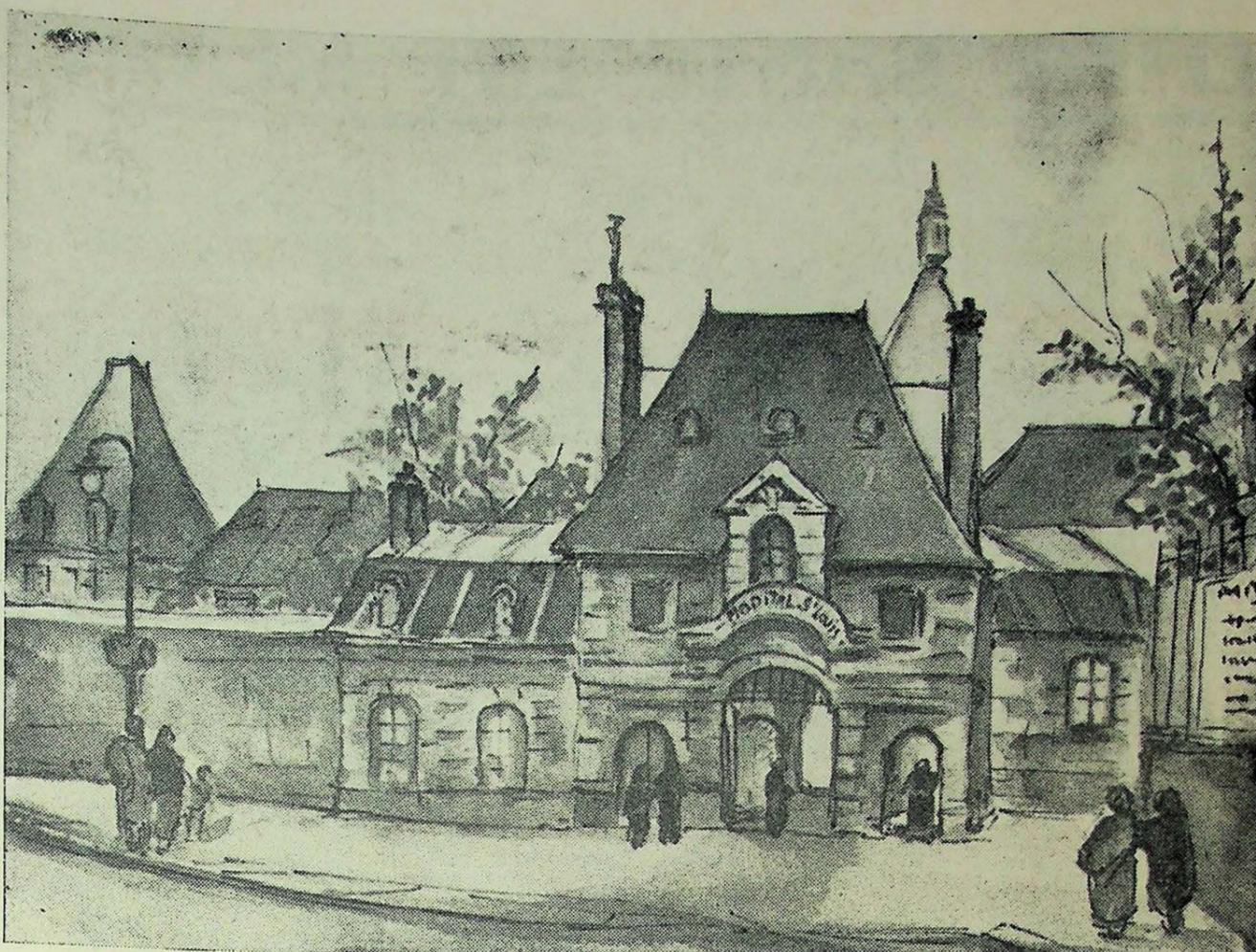
(1) Le chiffre de 346.000 indiqué dans l'article d'A.-M. Richard dans le numéro de T. S. du 13 juin concernait la totalité des lits d'hôpitaux, établissements psychiatriques et hospices.

VACÉE

Hôpitaux publics

- Peu de moyens mis à la disposition des agents pour se loger, pour faire garder leurs enfants.
- Désorganisation de la vie familiale.
- Repos hebdomadaire et congé annuel différents de celui des enfants d'âge scolaire et du conjoint.
- difficulté d'un perfectionnement et d'une promotion professionnelle.

P. COURT



Les hôpitaux de Paris (ci-dessus Saint-Louis) : une des plus belles collections des monuments historiques d'Europe...

Quant aux cadres, directeurs, économistes, leur situation n'est guère plus enviable. Ensermés dans le carcan des tutelles, ils ont une situation bien inférieure, à titre égal, à celle que peut leur offrir le secteur privé. Aussi, pour les années 1961, 1962 et 1963, sur 270 postes mis au concours, il ne s'est présenté que 122 candidats, dont 90 seulement ont été admis.

Il y a 200 postes de directeurs et économistes actuellement vacants en France.

Le point de vue des médecins

Un certain nombre de professeurs réputés et de simples médecins praticiens avaient participé à la préparation du colloque et prirent une part active à son déroulement.

Pour eux, tout travail médical correct répondant aux exigences techniques et humaines que la population est en droit d'attendre en France en 1964 a fortiori toutes réformes hospitalo-universitaires, resteront impossibles, étant donné le retard accumulé, sans des investissements de l'Etat infiniment plus considérables que ceux qui ont été consentis jusqu'à présent.

Les économies souvent mesquines sur des aménagements de locaux, sur les conditions de travail du personnel, sur le confort et la nourriture des malades, coûtent finalement très cher à la société.

Bien plus, l'excès de travail imposé aux infirmières les obligeant parfois à mal exécuter leur tâche, crée une frustration des satisfactions du métier qui explique la multiplication récente des cas de névrose et détourne les vocations.

Or, le stade artisanal de la médecine étant révolu, celle-ci ne peut plus se concevoir que comme un travail d'équipe. L'équipe purement médicale au départ s'accroît sans cesse de nouveaux techniciens et spécialistes. Elle ne peut être efficace que si elle dispose de collaborateurs, infirmiers, para-médicaux, suffisants en nombre et en qualification. Enfin, l'exécution de soins permanents exige la présence d'infirmières qualifiées vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Un représentant du « Groupement d'études et de recherches pour une médecine moderne » (G. E. R. M. M.) rappela un certain nombre d'impératifs d'une médecine de qualité et d'une organisation rationnelle du travail qui sont loin d'être atteints actuellement :

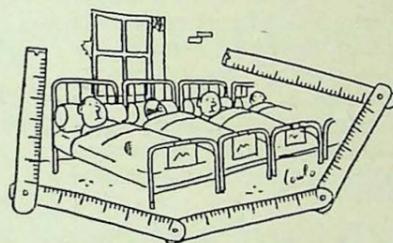
— respect du colloque singulier médecin-malade, qui exige au minimum la généralisation des petites chambres ;

— aménagement des relations médecin-familles des malades, nécessitant la réception des familles à des heures régulières et commodes, par un médecin responsable ;

— systématisation des relations médecins hospitaliers-médecins de famille, avec communication de copies de tous les documents hospitaliers à ces derniers. Ceci entraîne le développement d'un secrétariat digne de ce nom et la création d'un service de reproduction de radios (réductions) ;

— l'existence de véritables services d'archives des dossiers médicaux et des radios dans chaque hôpital, afin d'éviter la scandaleuse destruction périodique de tous ces documents, comme cela se pratique actuellement dans la majorité des services parisiens (2).

Le délégué du G. E. R. M. M. insista, par ailleurs, sur la liaison des problèmes hospitaliers avec l'ensemble des problèmes qui se posent actuellement au monde médical ; au-delà de certaines exigences à satisfaire de manière urgente, on ne peut isoler la solution des problèmes hospitaliers (se-



raient-ce ceux du financement et de l'intervention de la Sécurité sociale) de la solution des problèmes qui se posent à la médecine praticienne, de l'organisation, de la prévention et de la réadaptation.

Le point de vue des usagers

Les représentants des différentes fédérations et groupements de malades, invalides et handicapés physiques attirèrent l'attention sur l'immensité des besoins insatisfaits : alors que les possibilités de réadaptation et de réinsertion familiale, sociale, professionnelle sont théoriquement très grandes, bien peu d'anciens malades en bénéficient totalement ; il faudrait beaucoup plus de rééducateurs, de psychologues, d'instituteurs, d'ateliers protégés ; il faudrait également une politique de revenus de remplacement, etc.

Quant aux 300.000 enfants inadaptés — inadaptés aux conditions de vie que leur offre la société — bien peu auront la chance de trouver une place dans un établissement qui leur permette d'accéder à une vie plus normale.

Enfin, les représentants élus de la Sécurité sociale apportèrent le point de vue des travailleurs usagers ou fu-

(2) Signalons que tous ces points, parmi bien d'autres, avaient précisément été largement développés et avaient fait l'objet d'un vœux par notre camarade Claude Bourdet, au cours d'un débat au Conseil municipal de Paris, en mars dernier.

turs usagers en même temps que principaux financiers du fonctionnement des hôpitaux.

En 1962, le pourcentage des dépenses d'hospitalisation, par rapport au montant total des prestations en nature payées par la Sécurité sociale, a été de 40 %. Parallèlement, et grâce à un effort considérable des Caisses, le taux de participation de la Sécurité sociale, accordé en faveur des opérations d'équipement hospitalier et d'hygiène sociale, a été maintenu à 30 %. Pour la seule Assistance Publique, la Caisse primaire de sécurité sociale de Paris verse, chaque année, plus de 536.000.000 de F.

Il faut préciser que, dans le calcul actuel du « prix de journée » payé par la Sécurité sociale, entrent en jeu des charges qui ne devraient pas lui être imputées comme :

— l'amortissement et le renouvellement des immeubles ;

— les charges d'enseignement de la médecine et des professions para-médicales ;

— une partie de la recherche ;

C'EST POURQUOI LA SECURITE SOCIALE DEMANDE :

1° QUE L'ETAT REPRENNE A SA CHARGE INTEGRALE CES DEPENSES D'INTERET GENERAL, QUI DOIVENT NORMALEMENT LUI INCOMBER ;

2° UN DROIT DE REGARD ET UNE PARTICIPATION A LA GESTION DES HOPITAUX ET DES AUTRES ORGANISMES DISTRIBUTEURS DE « CONSOMMATION SANITAIRE ».

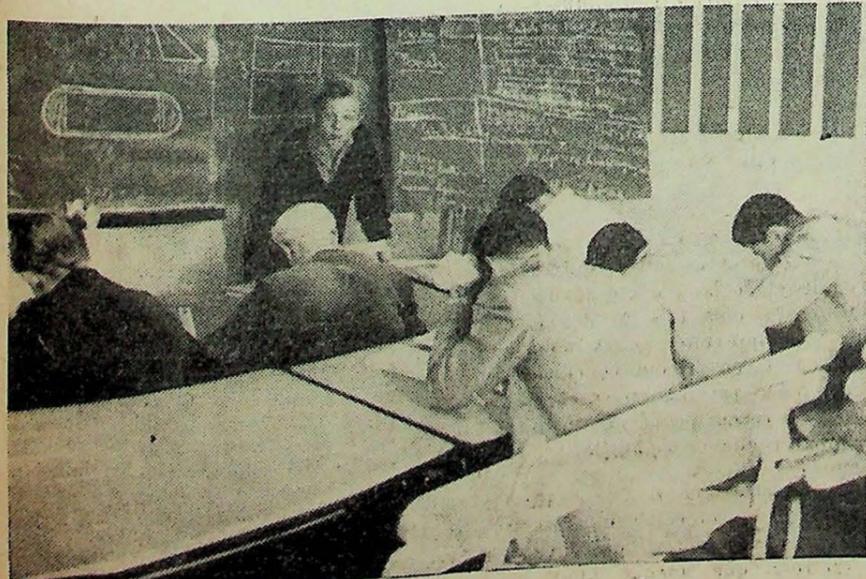
Conclusions provisoires

La solution de tous les problèmes évoqués ci-dessus, problèmes très graves pour l'avenir des Français, dépend d'abord de choix budgétaires, c'est-à-dire, en définitive, de choix politiques.

Le colloque a demandé que soit accepté par les pouvoirs publics (et nous pensons qu'il faudra le leur imposer) un dégrèvement prioritaire de crédits suffisants pour :

— la prise de mesures de première urgence pour la formation de 50.000 infirmières et d'agents spécialisés par l'ouverture des écoles nécessaires ;

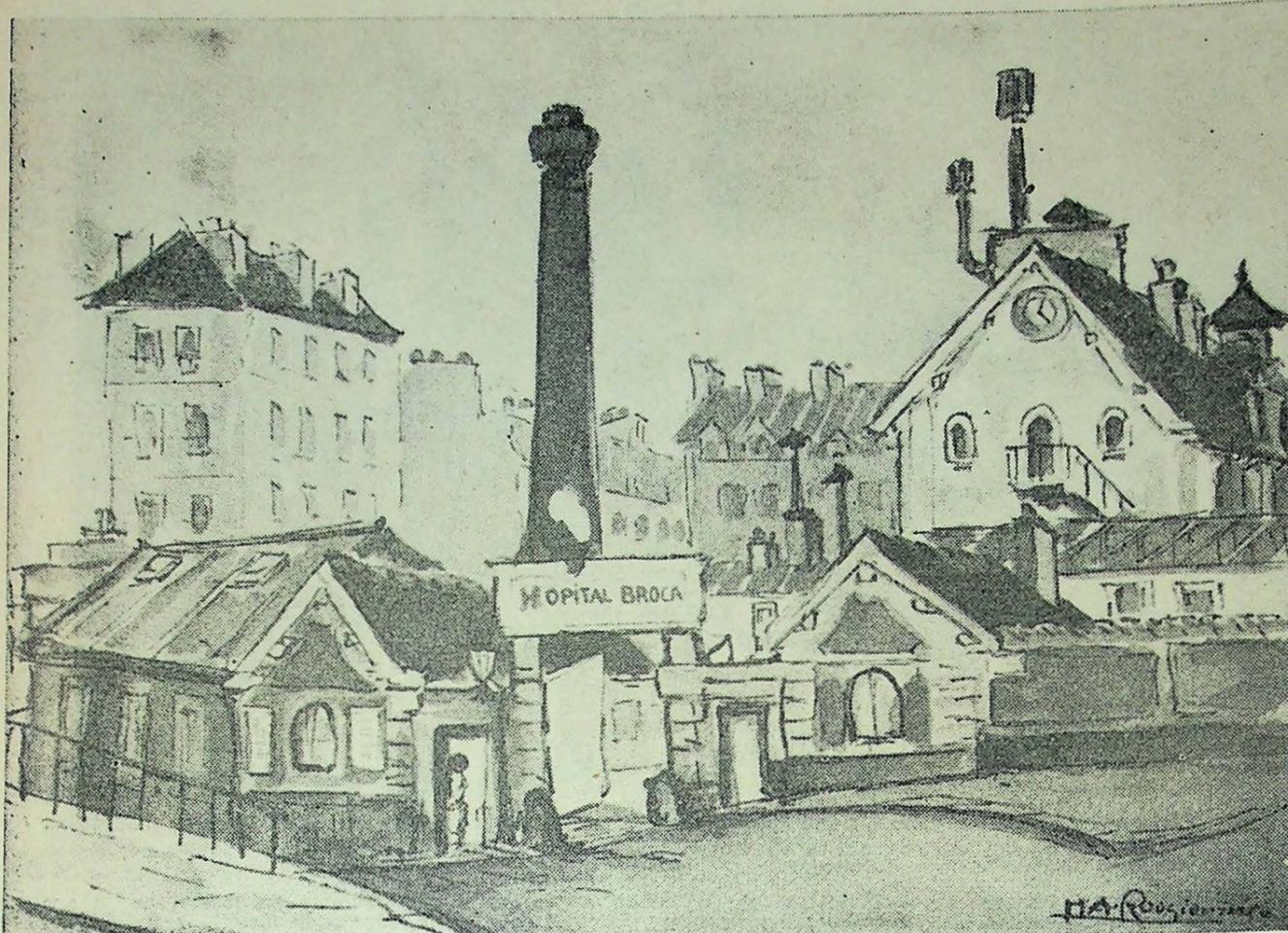
— l'amélioration immédiate des conditions de vie et de travail du personnel hospitalier de toutes catégories et que dominent : des salaires



...et d'un reclassement professionnel.

(Suite page 8.)

NOTRE SANTÉ EST MENACÉE



L'hôpital Broca (Paris-13) : monument historique ou établissement insalubre ?

(Suite de la page 7)

plus élevés, la réduction du temps de travail, l'aménagement des horaires, des congés, des repos, la création de crèches et de logement ;

— l'application d'un programme de création d'hôpitaux, de centres hospitalo-universitaires, d'hôpitaux psychiatriques, de centres de prévention, de réadaptation, de maisons de retraite, établi par localités, départements ou régions sanitaires.

Les charges résultant de la réalisation de ce programme destiné à l'amélioration d'un service public doivent être assumées par l'Etat qui doit donner aux collectivités locales et départementales les possibilités de le mener à bien, selon les besoins de la population. En aucun cas, le prix de journée ne doit être grevé, comme c'est le cas actuellement, par des chapitres autres que ceux des frais d'hébergement et de soins.

Les pouvoirs publics doivent faire une place primordiale à la Santé dans le budget national, alors qu'on connaît le choix actuel :

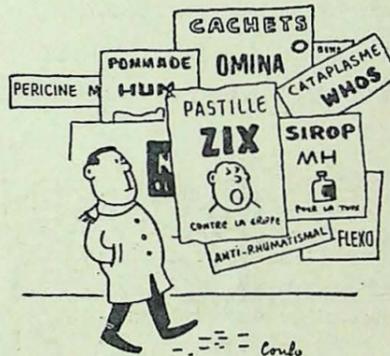
- 30 0/0 à l'armement et aux œuvres improductives.
- 2,40 0/0 à la Santé, aux œuvres de vie.

Quant aux « arbitrages » du Premier ministre par rapport aux besoins jugés minimums — en réalité déjà sous-estimés — par la Commission d'équipement sanitaire et sociale du Plan, ils sont scandaleux quand on pense au surmenage des infirmières, à l'entassement des malades dans les couloirs, tous les hivers, dans de nombreux hôpitaux, à la vie concentrationnaire des vieillards dans certains hospices.

Pour les programmes dont il a DECIDE la réalité, le gouvernement SAIT trouver les fonds nécessaires et il sait les utiliser RAPIDEMENT. D'ailleurs, l'argent existe, et, à titre de comparaison, nous rappellerons deux faits que l'on ne connaît pas assez :

1° Le total des taxes perçues par le gouvernement sur les produits pharmaceutiques est supérieur au budget de la santé publique ;

2° Les sommes dépensées par les fabricants de produits pharmaceutiques pour leur publicité — véritable non-sens médical et social — atteignent des chiffres astronomiques. Elles suffiraient, par exemple, à payer



largement un enseignement post-universitaire permanent pour l'ensemble des médecins français.

Or, dans ces deux circonstances, taxes et frais publicitaires sur les médicaments, les masses d'argent manipulées ont leur source dans les remboursements de la Sécurité sociale, c'est-à-dire qu'elles proviennent, en définitive, des cotisations ou salaires différés des travailleurs que la Sécurité sociale a la charge de gérer.

Ce simple exemple du prix des produits pharmaceutiques montre l'ampleur des problèmes posés à propos de la santé, car nous n'y voyons guère de solution logique que dans la socialisation des trusts chimiques et pharmaceutiques, ce qui suppose un changement complet d'orientation politique.

Le Front socialiste en pratique

Outre son intérêt tenant à la gravité et à l'urgence du sujet traité, tous les participants ont éprouvé la fécondité d'une méthode de travail associant les travailleurs hospitaliers de toutes les catégories (services généraux, personnel soignant, personnel médical) aux usagers.

Précisons que l'initiative en revenait aux organisations syndicales ouvrières (C.G.T., C.F.T.C., F.O., de l'As-

sistance publique et des Etablissements Hospitaliers de la Préfecture de la Seine), à la suite de la conférence de presse tenue à la Mutualité le 15 novembre 1963 (T.S. n° 170) ; elles ont ainsi prouvé que les travailleurs, tout en défendant leurs conditions de travail, avaient conscience de leurs responsabilités envers la collectivité. Elles ont également montré leur aptitude à la prise en main de leurs propres affaires face à la cenance du système capitaliste.

Ce colloque, le premier de ce type, réalisé de manière aussi large dans le domaine sanitaire, a laissé place à un comité permanent qui en prolongera l'activité.

Nos camarades, nos sympathisants (travailleurs de la santé, militants sociaux, élus locaux, etc.) trouveront là l'occasion de vérifier la valeur mobilisatrice de la méthode du Front Socialiste en développant des initiatives similaires autour des hôpitaux, dans les localités, les régions sanitaires. D'autres réunions sur des sujets voisins touchant à la santé pourront également avoir lieu sur le plan national.

Un nouveau colloque se réunira au plus tard dans un an pour examiner les résultats obtenus et envisager les mesures à prendre pour continuer l'action.

Dr P. Court.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

PIERRE NAVILLE Questions du Socialisme — 1 — LA CLASSE OUVRIERE ET LE REGIME GAULLISTE

Le recueil d'études comprend quatre parties :

1. - Classe ouvrière et programme socialiste.
2. - Classe ouvrière et parti socialiste.
3. - De Gaulle et la guerre d'Algérie.
4. - Problèmes internationaux (Europe, U.R.S.S., Chine).

Un volume de 500 pages in-8 raisin.

En souscription jusqu'au 15 juillet 1964, au prix de 12 Francs, franco de port.

Retourner le Bulletin de souscription ci-dessous à :

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES
29, rue Descartes - PARIS - 5^e

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM
Adresse

déclare souscrire à exemplaires, de Pierre NAVILLE - CLASSE OUVRIERE ET REGIME GAULLISTE, au prix de

Versement ci-joint au C.C.P., E.D.I. PARIS 18.462.71, ou par chèque bancaire

Signature,

D'après le rapport présenté à la Commission d'Équipement Sanitaire et Sociale du V^e Plan, il serait nécessaire, en fonction des besoins réels et compte tenu des 200.000 lits existants

- de créer 65.000 lits nouveaux pour les hôpitaux,
- d'en remplacer 82.000 non valables en raison de leur vieillissement,
- d'en moderniser 27.000.

Pour les hôpitaux psychiatriques :

- de créer 51.500 lits nouveaux,
- d'en moderniser 67.000.

Pour les personnes âgées :

le rapport fait état d'une situation « à peine décente et peu humaine ».

Il y a environ 80.000 infirmières en service. Il en faudrait 130.000 en 1965, d'après les estimations du Ministère de la Santé, 180.000 selon les organisations syndicales et le corps médical.

Pour l'enfance inadaptée, 300.000 places seraient nécessaires, exigeant la formation de 40.000 éducateurs.

• B.N.E. • Bloc-notes économique

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE de de Gaulle

LES SUPERMARCHÉS EN U.R.S.S.

Les récentes initiatives personnelles de M. Khrouchtchev indiquent que les autorités soviétiques tournent de plus en plus leur attention vers le consommateur. On peut même parler d'une véritable révolution vers les supermarchés avec le développement des rayons de libre-service, de la fourniture de produits alimentaires préemballés, etc.

Les Soviétiques possèdent seize mille magasins « self-service », ce qui serait plus que tous les autres pays du monde à l'exception des États-Unis et de l'Allemagne fédérale. En réalité, la plupart de ces magasins sont trop petits pour pouvoir être considérés comme des supermarchés à denrées alimentaires.

On dit aussi que pour mettre à exécution les projets en ce domaine, les Soviétiques rencontrent de nombreuses difficultés par manque d'approvisionnement en matériel de préemballage. On rapporte, par exemple, qu'un pour cent seulement du sucre vendu en Union Soviétique est préemballé.

Un contrat d'achat portant sur la livraison de 1.970 tracteurs soviétiques a été signé avec l'U.R.S.S. par le gouvernement cubain. Le nombre de tracteurs de ce type acquis par La Havane s'élèvera, de ce fait, à 9.000.

ALLEMAGNE DE L'EST - U.R.S.S.

La zone orientale d'Allemagne et l'U.R.S.S. ont signé un traité d'amitié et d'assistance mutuelle.

Les délégations ont dressé un bilan des échanges commerciaux entre les deux pays ; le communiqué publié à ce sujet déclare que ces échanges sont en accroissement constant et que de nouvelles possibilités de les étendre ont été établies.

Le montant des échanges atteindra cette année 2,4 milliards de roubles (132 milliards de francs belges).

Outre les fournitures réciproques habituelles, les deux pays augmenteront, dans les cinq années à venir,

leurs livraisons mutuelles d'équipements pour l'industrie chimique.

L'U.R.S.S. accordera une aide technique à la zone orientale d'Allemagne pour l'extension du complexe sidérurgique « Ost » et la construction de deux importantes centrales thermiques. Elle fournira, en outre, un quota accru d'installations de forage et de prospection pétrolière, ainsi que de spécialistes, notamment pour la prospection « off-shore » sur le fond de la mer.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA CHINE

Selon les chiffres résultant des statistiques publiées par les divers partenaires, le commerce global de la Chine en 1962 aurait été orienté vers l'Union Soviétique à raison de 36 p. 100, les autres quotes-parts étant les suivantes : Asie, moins Hong-Kong, 14,2 p. 100 ; Hong-Kong, 12,7 p. 100 ; A.E.L.E., 11 p. 100 ; Canada, 8 p. 100 ; C.E.E., 7,5 p. 100 ; Australie, 6 p. 100 ; Afrique, 1,5 p. 100 ; autres pays, 3,1 p. 100.

La Tribune de Genève, qui rapporte ces indications, remarque qu'en 1963 les échanges sino-soviétiques ont certainement diminué de façon notable, mais qu'en revanche le commerce avec l'Asie (sans Hong-Kong) a certainement augmenté. En effet, la Chine s'intéresse beaucoup à la péninsule indochinoise où elle pourrait écouler ses produits manufacturés, en même temps qu'elle importerait de ce « grenier à riz » les denrées alimentaires dont elle a besoin. Le commerce avec le Japon, qui a connu une éclipse pour des raisons politiques entre 1959 et 1962, est maintenant en reprise. Hong-Kong reste pour Pékin un fort utile poste d'observation, tandis que le Canada et l'Australie occupent une place importante dans la liste des clients de la Chine, à cause de leurs livraisons en céréales.

On s'interroge souvent sur le sens exact de la politique extérieure du gaullisme ; disons plutôt du général de Gaulle, puisqu'il s'agit là du domaine réservé et que le ministre des Affaires étrangères n'est rien de plus qu'un grand commis aux ordres.

Or, de Gaulle a liquidé le colonialisme africain, montrant à un sens remarquable de l'opportunité historique ; mais il ne manque pas une occasion d'attaquer l'U.R.S.S. qui représente pourtant, sur le plan social, un stade avancé du mouvement de l'Histoire. Il a reconnu la Chine communiste ; mais le voilà qui noue des liens amicaux avec l'Espagne de Franco. Il a essayé de constituer un directoire à trois avec les États-Unis et la Grande-Bretagne pour diriger la politique mondiale, en laissant l'Allemagne à l'écart. Devant l'échec de cette tentative, il s'est rabattu sur une alliance étroite avec l'Allemagne, nettement dirigée contre les Anglo-Saxons.

Comment expliquer ces apparences contradictoires, cette politique de bascule qui fait qu'à droite, comme à gauche, on est amené à lui décerner tantôt le blâme et tantôt l'éloge ? Seuls, les inconditionnels de l'U.N.R. applaudissent à tout coup sans toujours chercher à comprendre.

L'explication pourtant est simple. En matière de diplomatie, de Gaulle ne connaît ni droite ni gauche ; il ignore délibérément les régimes sociaux ; il ne veut connaître que la France éternelle, l'Allemagne éternelle, la Russie éternelle... Il est persuadé que les régimes sociaux sont transitoires et sans réelle importance, la diplomatie étant, selon lui, un jeu qui tient compte des impératifs géographiques et historiques, mais non des régimes intérieurs.

Quand il attaque l'U.R.S.S., ce n'est pas l'organisation soviétique qu'il vise (il n'en a jamais dit de mal), mais seulement ses visées expansionnistes sous le couvert, pense-t-il, d'une propagande idéologique. Quant, au con-

traire, il parle de faire l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural », c'est qu'il est persuadé que l'Union Soviétique demeure au fond de l'éternelle Russie, et qu'elle finira bien par s'aligner sur les puissances occidentales, soit qu'elle se débarrasse un jour de son régime, soit qu'elle l'édulcore à la longue et abandonne sa propagande révolutionnaire à l'extérieur, seul obstacle provisoire à son intégration dans le clan européen.

C'est là le vice fondamental de cette politique, fruit d'un aveuglement systématique. De Gaulle se place dans une perspective historique pour ne pas dire des traités de Westphalie. Il ne s'aperçoit pas que, depuis les révolutions du XVIII^e siècle et les mouvements sociaux du XIV^e, tout a changé. Les peuples ne sont plus cette matière inerte que les souverains se partageaient au gré des intérêts et des querelles dynastiques.

Aujourd'hui, les clivages diplomatiques tendent à recouper les clivages sociaux. A preuve, cette division du monde en trois blocs, capitaliste, socialiste et neutraliste, ce dernier condamné d'ailleurs à osciller entre les deux autres. Dans cette perspective, il faut choisir son camp.

De Gaulle méprise cela de très haut. Il en est encore au temps où : « Les souverains et les divers rameaux de l'aristocratie formaient une société cosmopolite de maîtres qui se partageaient les peuples comme un troupeau confié à leur garde. » (Georges Lefebvre).

Son modèle, c'est sans doute Louis XIV, et sa conception de la grandeur, celle du XVII^e siècle. En cela, sa politique extérieure, malgré les apparences et son caractère opportuniste, nous paraît marquée d'un signe de mort. Elle est hors de son temps.

Louis Trégaro.

LE BILLET DE JEAN BINOT

Infortunée Clio

Le féal Edmond Michelet écrivait ces jours-ci que « l'immense majorité des Français gardent une affectueuse tendresse à celui qui leur a rendu la liberté » — « affectueuse tendresse » nous paraît bien faible, c'est « tendre amour » ou « violent amour » qu'il faut dire...

Tandis que les Belges, les Hollandais, les Danois et les Norvégiens, à qui la cèleste Intendance n'a pu fournir d'homme providentiel, et qui ont subi, eux aussi, le joug hitlérien, le subissent encore sans nul doute ?

Qui sait du reste si, dans son zèle éperdu, notre Michelet 64 ne croit pas que de Gaulle à lui tout seul a libéré l'Europe entière !

Au vrai, Daguesseau écrivait déjà, lui, au XVIII^e siècle, que « tout ce qui est excessif ne compte pas ».

Vient de paraître

dans la

COLLECTION PROGRAMME

L'ENSEIGNEMENT

la brochure n° 1 :

Présentation du programme du P.S.U. précédé

1° d'une analyse de la situation actuelle et des tentatives de réformes ;

2° d'un commentaire du programme.

● L'exemplaire : 1 franc

● Par commande de 10 et plus : 0,80 franc l'exemplaire.

Paiement à la commande

C. C. P. Tribune Socialiste : 5826-65 Paris

54, Bd Garibaldi — PARIS - 15^e

Ne parlez pas "français" ! Parlez français

grâce au LITTRÉ la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".
JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure, tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUHANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 au comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession.....
Adresse..... Signature.....
N° C.C.P. ou bancaire.....
T.S. 4

Séjour en Algérie

Les adhérents et sympathisants du P.S.U. qui résident en Algérie et désirent rencontrer d'autres camarades sont priés de le faire savoir en écrivant au Siège national à Paris, 81, rue Mademoiselle, avec leur adresse et leur demande de renseignements.

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Directeur politique : HARRIS PUISAIS
Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

"L'ALGERIE QUI SE CHERCHE"

par Daniel Guérin

J'AI lu avec beaucoup d'attention et d'intérêt le court volume écrit par notre camarade Daniel Guérin (1) à l'issue d'un voyage effectué en Algérie en novembre 63.

Le commenter en juin 64, c'est, sur le fond certes, apporter des critiques ou des réflexions toujours valables, mais c'est, quant à l'évolution de la situation économique et financière, s'apercevoir combien, en quelques mois, les événements s'accroissent et, hélas ! pas toujours dans le sens où on le souhaiterait.

J'ai eu l'occasion, dans plusieurs articles de T.S., de parler de cette Algérie où j'ai vécu de longues semaines en 1963 et 1964 et je puis dire que le témoignage de Daniel Guérin m'apparaît comme un jugement honnête et pertinent, fait par un ami de l'Algérie qui a su ouvrir les yeux avec objectivité sur les aspects variés et parfois contradictoires d'une nation à la recherche (le terme est juste) de son équilibre.

Il est bon de rappeler, comme le fait Daniel Guérin, que si les Algériens ont eu près d'un million et demi de morts dans leurs longues années de lutte contre la France, ils ont maintenant « oublié » non pas leurs morts

mais la notion d'ennemis. Il est vrai qu'ils n'ont nulle haine contre les Français. Et il ne s'agit pas seulement d'une attitude politique. Le cœur y est pour beaucoup. Les Algériens présentent les Français aux Egyptiens, aux Bulgares, aux Yougoslaves, aux Russes... (qu'ils côtoient le plus en ce moment). Et pas seulement parce qu'ils parlent la même langue.

Daniel Guérin parlant de la coopération, le fait, à mon avis, trop succinctement. J'ai déjà écrit que l'aide de la France était vitale pour l'Algérie. C'est de plus en plus vrai au moment où la part la plus importante de la trésorerie algérienne tient dans l'aide financière française. Que demain la France arrête son aide, ce serait l'asphyxie de l'Algérie, l'arrêt de ses paiements, la course inflationniste, le déclenchement d'actes politiques exploités par les clans de l'opposition.

Et s'il y a de la part de la France un soupçon de néo-colonialisme, il n'est point pour continuer à exploiter l'Algérie. Il est politique et se nomme : pétrole et Reggane...

Mais ces raisons existant, il est vrai que la coopération doit être repensée. Mais je ne pense pas qu'elle puisse être bénéfique pour l'Algérie tant

qu'elle sera téléguidée par le régime gaulliste. Il faut, pour coopérer, bien plus que des techniciens et des enseignants venus faire un petit tour, et pas toujours par conviction ! Il faut l'esprit d'entraide et une totale confiance réciproque. Disons que bien de nos amis animés de cet esprit n'ont pas toujours trouvé en Algérie d'écho à leurs sentiments.

Pour conclure sur ce chapitre de la coopération, disons que les accords d'Evian devraient être revus pour tenir compte, dans l'intérêt de la France et de l'Algérie, de la situation réelle des conditions de leur coexistence. Et souhaitons que les partis de la gauche française se penchent sur ce problème autrement que pour aiguiser leur dialectique.

Daniel Guérin dénonce très franchement les « deux ombres » de la vie algérienne : le chômage et le coût de la vie. Elles se sont encore aggravées ces derniers mois.

Et il est bien difficile de faire rentrer les impôts, de faire payer les loyers et les quittances de gaz ou d'électricité à bien des familles où l'unique salaire ne rentre que fragmentairement, au rythme capricieux des « avances de paiement ».

En ce qui concerne le chômage, disons franchement qu'il demeure le secteur où le « socialisme » n'a guère apporté de changement. Moins visible dans le bled, il est la plaie des villes et, à ce jour, aucune solution valable n'a été trouvée. Il demeure l'un des plus grands dangers pour la stabilité politique en Algérie.

Poursuivant son enquête, Daniel Guérin dit que « l'autogestion est un des miracles de l'Algérie nouvelle ». Je serai, pour mon compte, moins élogieux. Il est vrai que, dans l'ensemble, cela n'a pas donné de trop mauvais résultats, mais l'empirisme et la disparité des divers moyens de gestion employés ne permettent pas d'apporter de jugements définitifs sur la réussite ou l'échec de cette autogestion.

Daniel Guérin dit que la chance de l'Algérie aura été d'avoir su « improviser ». Je crois ce jugement à la fois trop léger et trop amical. Cette « improvisation », si elle a permis tant bien que mal à la machine de tourner en un premier temps, a trop tendance à se perpétuer. Et lorsque l'improvisation se retrouve à tous les échelons administratifs, y compris et surtout dans les sphères ministérielles, on est très près de la « sainte pagaie ». Et cet empirisme, que l'on rencontre dans les pays en voie de développement, même s'il est sympathique, est trop souvent la cause de bien des erreurs. Je crois en la capacité des masses, mais je crois aussi dans les qualités d'un agronome et d'un comptable, par exemple. Et j'estime que toute autogestion ne peut se passer, entre autres, de ces deux catégories de techniciens. Alors peut-être y aura-t-il eu vraiment « répartition de bénéfices » ou réservation de « crédits d'investissements ».

Bien des travailleurs attendent encore cette répartition. Et on comprend leur impatience surtout quand on sait avec quelle légèreté la commercialisation de leurs produits a été effectuée par les organismes « étatiques » responsables.

Daniel Guérin a raison de condamner cet étatisme et cette bureaucratie. A l'appui de son dossier, je dirai ce que je n'ai cessé de dire à mes amis algériens en leur dénonçant certains abus, sans du reste y changer quoi que ce soit : il y a eu trop de complaisances, trop de complicités coupables avec quelques sociétés politiquement favorisées. Et, dans le secteur des agrumes, je pourrais citer (télé à l'appui) les refus répétés de l'Office algérien de vendre à certains importateurs français qui offraient pourtant plus cher que la Société Parisienne, d'obédience communiste, abusivement favorisée. Et on comprend qu'apprenant cela, les paysans algériens, qui se sont — et Daniel Guérin a raison de le dire — admirablement substitués au vid^é laissé par le départ des Français, n'en soient fort amers.

Parlant de l'autogestion industrielle, Daniel Guérin constate qu'elle est « éclipsée » par l'autogestion agricole. Je partage son opinion quand il dit que c'est essentiellement dans l'industrie que le socialisme est destiné à

faire ses preuves. Mais il faut reconnaître qu'un fellah non spécialiste peut s'intégrer plus facilement au travail de la terre qu'un manoeuvre peut devenir ouvrier spécialisé.

Dans bien des usines ou entreprises, la préoccupation des syndicats devrait être bien plus de former des ouvriers ou des cadres que de chercher à tout prix une nationalisation. A quoi sert celle-ci si elle ne débouche pas sur un travail rentabilisé et bénéficiaire ! Et il faut reconnaître que l'état d'instabilité de ce secteur n'encourage pas les Français encore en Algérie à continuer d'y travailler.

A ce sujet, je voudrais dire que s'il est normal que des grands centres industriels, combinats pétroliers ou usines textiles s'installent en Algérie, il ne faudrait pas généraliser une telle implantation.

Et lorsque l'U.R.S.S. accorde un prêt pour la construction d'usines d'automatisation, je me demande si c'est bien là ce qui est nécessaire à l'utilisation de l'excédent de main-d'œuvre algérienne.

Daniel Guérin analyse fort justement dans ce qu'il appelle « la fronde des nantis » l'atmosphère qui règne en Algérie au moment où la mutation de la société renverse les anciennes hiérarchies de l'époque colonialiste. Son analyse de l'opposition est claire et les réserves qu'il énonce contre les « gauchistes » qui rejoignent par leurs critiques le « clan des nantis », reflète très objectivement le climat politique algérien.

Daniel Guérin a très bien analysé également les trois problèmes qui se posent en Algérie : celui de la jeunesse, de l'évolution de la femme et de l'Islam. Je voudrais être aussi sûr que lui que la Révolution algérienne arrivera à se dégager de la tutelle de l'Islam. Mais je n'y crois guère. Et je le regrette.

Daniel Guérin termine son livre par un panégyrique de Ben Bella.

Je ne surprendrai personne à T.S. en disant combien, personnellement, j'ai de l'amitié pour Ben Bella et combien je pense que sa présence à la tête de l'Algérie a été bénéfique en ce début d'indépendance.

Mais il y a des faits qui doivent être notés et Daniel Guérin les dit très franchement.

Oui, Ben Bella est un homme honnête et de bon sens. Oui, Ben Bella est sage et habile. Mais, dans un système politique, où peu d'hommes prennent des responsabilités, il est amené à voir, connaître et juger de tout. Et, obligatoirement, il commet des erreurs. Il ne peut suivre l'exécution de toutes les consignes qu'il donne, et il ignore bien souvent la vérité sur des difficultés qu'on lui cache ou déforme sciemment. Autour de lui, et c'est inévitable, gravitent bien des courtisans, laudateurs intéressés, et Daniel Guérin a raison de dire que la faiblesse du système du gouvernement instauré par Ben Bella est qu'il repose sur un seul homme.

C'est peut-être là un des plus grands dangers pour le régime ben belliste. Que Ben Bella vienne à disparaître et la porte sera ouverte pour la lutte des clans. Aussi négatifs les uns que les autres, ils auront vite fait d'être submergés par la force organisée que représente l'A.N.P. Et le socialisme militaire des jeunes officiers de Boumediène entraînera alors l'Algérie vers une dangereuse expérience. La conséquence pouvant être aussi bien d'amener l'Algérie vers le Front arabe que de créer les conditions pour un recul du socialisme et un retour à des tendances plus conservatrices.

Cela, Daniel Guérin ne le dit pas, mais je pense qu'il sera d'accord avec moi pour constater que ces deux risques existent.

En conclusion, disons, et nos commentaires l'ont montré, que le livre de notre camarade Daniel Guérin est très intéressant, écrit sur le vif avec beaucoup de franchise et en tenant compte de l'atmosphère réelle de l'Algérie. Il ouvre de larges discussions sur la construction du socialisme. Et nous tous, socialistes, sommes directement intéressés à sa réussite.

Harris Puisais.

(1) Editions Présence Africaine, 25 bis, rue des Ecoles, Paris-V^e. — Oubliers du C.E.S., 29, rue Descartes, Paris-V^e.

L'HISTOIRE DE LA MUSIQUE PAR LE DISQUE

156 chefs-d'œuvre haute fidélité et un fort volume relié



Voici enfin l'édition française d'un ouvrage qui vient de connaître en Allemagne le plus retentissant succès. « ORBIS LEXIKON », histoire de la musique par le disque et par le livre, comporte :

les disques
- d'une part 16 grands disques microsillons 33 tours, 30 cms, haute fidélité présentant 156 chefs-d'œuvre intégraux et morceaux choisis de la musique occidentale répartis en 3 luxueux coffrets (toile blanche, titre or sur plat et dos, illustration en quadrichromie) consacrés : le 1^{er} à la musique du Moyen Age à l'Époque classique (6 disques), le 2^e à Beethoven et au Romantisme (5 disques), le 3^e à la musique européenne aux XIX^e et XX^e siècles (6 disques).

Ces microsillons enregistrés par les meilleurs orchestres en Allemagne, pays d'élection de la Haute Fidélité, constituent à eux seuls une discothèque complète et, tout en réservant les plus grandes joies au mélomane qui ne recherche que le plaisir d'écouter de belles œuvres, permet en outre à chacun d'enrichir méthodiquement sa culture musicale en mettant en lumière les écoles, les influences et l'évolution des formes musicales des troubadours aux dodécaphonistes.

le livre
- D'autre part un fort volume 16x24 relié pleine toile, de 604 pages illustré de 150 gravures sur planches et de nombreux documents dans le texte qui constitue une véritable Encyclopédie de la Musique. Il comporte un tableau chronologique de l'Histoire de la Musique, une grande

étude sur l'évolution de la musique occidentale, un DICTIONNAIRE DE LA MUSIQUE (A - Compositeurs, Théoriciens, Luthiers et Facteurs d'instruments, B - Théorie musicale, C - Interprètes célèbres), une étude sur la technique phonographique, une discographie, etc. Œuvre collective préfacée par le professeur K.G. FELLNER, directeur de l'Institut de Musicologie de Cologne, ce « Manuel de la Musique » répond à toutes les questions que peut se poser l'étudiant ou le simple amateur, et toutes les fois qu'il est nécessaire de fournir un exemple sonore renvoie à l'un des 16 disques d'ORBIS LEXIKON. Le livre et les disques se complètent ainsi forment le plus parfait instrument de culture musicale.

36 F par mois !
Vous pouvez acquérir ce merveilleux ensemble : livres et disques, en versant chaque mois 36 F. seulement pendant 12 mois. Il peut être également payé comptant au prix réduit de 396 F. ou en 3 mensualités de 132 F. sans aucun frais d'agio. Et vous ne courez aucun risque en passant immédiatement votre commande car nous offrons le droit de retour qui vous permet d'examiner le livre, d'écouter les disques et de renvoyer l'ensemble dans son emballage d'origine au bout de 5 jours : en ce cas vous êtes quitte de tout engagement et immédiatement remboursés des sommes versées. Mais hâtez-vous car le nombre des exemplaires actuellement disponibles en France est très limité et les commandes seront servies dans l'ordre de leur réception jusqu'à épuisement du stock.

BON à adresser à la Librairie Pilote, 30 rue de Grenelle, Paris 7^e (Valable seulement pour la France Métropolitaine) TS 5

Veillez m'adresser Orbis Lexikon (3 coffrets contenant les 16 disques) et le Manuel de la Musique, que je réglerai : comptant 396 F. en 3 mensualités de 132 F. en 12 mensualités de 36 F. Veuillez trouver ci-joint le montant de ma commande le montant de la 1^{re} mensualité. Il est bien entendu que je garde le droit de renvoyer intacts livres et disques dans leur emballage d'origine avant 5 jours et qu'en ce cas, je serai immédiatement remboursé.

Nom _____ Profession _____
Adresse _____
N^o C. C. P. ou bancaire _____ Signature _____

TRIBUNE
DES ARTS

Musique

JAZZ
et musique sérieuse
GERSHWIN

GERSHWIN, né en 1898, est mort en 1937. Son grand mérite est d'avoir introduit le jazz dans la musique sérieuse, et de l'avoir fait avec plein succès.

Les films Porgy and Bess et Un Américain à Paris ont beaucoup fait pour populariser sa musique qui mérite ce succès.

La création de Rhapsody in blue fut un événement à l'époque (1924), et l'œuvre a gardé sa jeunesse et ses sortilèges.

Il existe douze versions différentes de l'œuvre, c'est dire son succès. Je ne les connais pas toutes, mais je vous conseille de prendre une des deux versions de Paul Whiteman à qui l'œuvre est dédiée. Whiteman s'est assurée la collaboration d'un très bon pianiste : Pennario.

Si vous ne connaissez pas cette œuvre, achetez-la en confiance, elle vous séduira rapidement.

Pierre Bourgeois.

Le vendredi 12 juin, dernière représentation avant octobre de Zoroastre, de Rameau, à l'Opéra-Comique. Places de 3 à 18 francs.

En Bref...

HOMMAGE A BORIS VIAN. — La Maison des Jeunes de Montreuil et le Théâtre Daniel Sorano rendront « Hommage à Boris Vian », mardi 23 juin, à 20 h. 30. Au programme : chansons et poèmes de Vian, projections de films. Le cinquième anniversaire de la mort de B.V. est également marqué par la publication d'un numéro spécial de L'Age d'Or (directeur René Chateau), revue de cinéma qui publie des textes de Jean Ferry, Pierre et Jacques Prévert, Mouloudji, Siné, Jean Negroni, etc. (En dépôt au « Terrain Vague », 23-25, rue du Cherche-Midi, Paris-6^e).

BUSTER KEATON. — Marcel Oms réussit le tour de force de nous raconter un cinquantaine d'histoires sans jamais (ou presque) se répéter. Sans jamais ennuyer. Ces histoires, ce sont les films de Buster Keaton. Ils firent rire toute la génération du « muet ». Un seul d'entre eux, Le Mécano de la générale est distribué aujourd'hui : c'est dire la valeur de cette étude (1) où se précisent de page en page les traits d'un artiste qui reste l'égal de Chaplin et qui sut exalter « les deux grands instincts qui engendrent tous les sentiments humains : l'instinct de conservation et l'impulsion amoureuse ».

CONTRE-CHAMP. — Porte-parole quasi-officiel du marxisme cinématographique, Contre-champ poursuit, avec son numéro 6-7, un travail d'exploration critique qui n'évite pas les difficultés. Ainsi, parler de Kazan et d'Hitchcock dans une optique militante risque de passer aux yeux de certains pour une provocation ou une naïveté ; sous la plume des animateurs de la revue (Gérard Guégan, Bernard Stora, Claude Franchini...) les œuvres de ces auteurs maudits (à gauche) trouvent une signification nouvelle et positive. Un texte de Visconti, un entretien avec Valerio Zurlini et, surtout, une étude de Guido Aristarco sur Le cinéma allemand et son passé nazi renforcent l'intérêt de cette publication où l'on semble plus soucieux de comprendre que de formuler des recettes idéologiques pratiques.

J.-J. V.

(1) N° 31 de Premier Plan (éditions Serdoc).

Cinéma "Dr FOLAMOUR"

de Stanley KUBRICK



Sterling Hayden : un général en chef complètement cinglé...

L'HUMOUR est un signe de santé intellectuelle. Avec « Dr Folamour », ou comment j'ai appris à ne plus m'en faire et à aimer la bombe », Stanley Kubrick montre qu'il est dans une forme épatante.

Epatant est bien le mot. Car j'imaginai mal, avant de voir « Folamour » que l'on puisse rire de cette épée de Damoclès moderne que les amateurs de force de frappe en tous genres s'efforcent de suspendre au-dessus de la tête de leurs voisins. Le thème de ce film a déjà inspiré maints ouvrages sérieux.

Un général américain un peu-beaucoup-complètement cinglé (Sterling Hayden) lance subitement contre les bases stratégiques de l'U.R.S.S. toute une flopée de bombardiers atomiques. L'attaque va déclencher des représailles automatiques et inouïes. L'agression est irréversible puisque le magnifique crétin qui l'a décidée est seul à connaître l'ordre de rappel des escadrilles qu'il a coupé toute communication-radio avec le Pentagone, et qu'il se refuse à mettre dans le secret son plus proche collaborateur, un colonel anglais doué, lui, de toutes ses facultés mentales. Comme notre rigolo à barrette étoilée est particulièrement en verve, il s'imaginerait de mieux que se suicider au moment où le président des Etats-Unis, en désespoir de cause, déclenche une attaque pour neutraliser ce qu'il convient d'appeler par antiphrase, le cerveau de l'opération.

DEMI-SOURDS
ET UNIJAMBISTES

Il ne reste plus au président Muf-Jley (Peter Sellers) qu'à décrocher « le téléphone rouge » et à s'entendre (si l'on peut dire...) avec le Premier soviétique pour limiter les dégâts d'un geste insensé. « Folamour » est l'histoire loufoque de ce dialogue de demi-sourds, ou plutôt de cette course d'unijambistes ayant délibérément placé un de leurs pieds dans la tombe. En dépit des efforts plus ou moins sincères de chacun (diplomates, experts militaires, conseillers

scientifiques) l'aventure se terminera par une superbe floraison de champignons atomiques. Seul fond sonore : les corpiets d'un quelconque « Au revoir mes frères » d'outre-Atlantique interprétés par une Edith Piaf locale...

On ne rit plus devant ces images de cataclysme ; mais le film est pratiquement terminé. La lumière revenue, commence le temps de la réflexion. On ne saurait trop féliciter Stanley Kubrick de nous y avoir conduits par les sentiers muletiers de l'ironie (quelquefois facile), de la farce et de l'absurde. On méditera aussi avec profit sur la signification symbolique de la triple interprétation de Peter Sellers (politicien désarmé, militaire désarmé par l'inattendu, et Cosinus fasciste) Si vous n'aimez pas le symbole, vous aurez toujours la ressource d'admirer la performance d'acteur. Ce n'est pas la seule d'ailleurs. George C. Scott (général Turgidson), Sterling Hayden (déjà cité) et Slim Pickens (le commandant de bord chevauchant l'un de ses bombes) sont également à la hauteur de ses exceptionnelles circonstances.

« La Cérémonie »

de Laurence Harvey

UN film raté. Du point de vue de l'histoire, plaidoyer invraisemblable contre la peine de mort avec l'exécution d'un gangster à la place de son frère (et complice) ; de la mise en scène, taillée à coups de sécateur dans la toile à sac de décors repoussants ; de l'interprétation, grand-guignolesque.

Le comédien Laurence Harvey a raté son entrée dans la confrérie des réalisateurs, entassant maladresses sur grimaces, hideur sur obscurité. Cet entassement confine parfois au délire ; La Cérémonie vire alors au cauchemar, avec quelques images fascinantes qui doivent beaucoup à l'attrayante perversité de Sarah Miles (déjà remarquée dans The Servant). Mais, pour le reste, bon Dieu ! quel tord-boyaux...

J.-J. V.

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40
Permanent de 14 à 24 H.
Semaine du 24 au 30 juin
COPIE CONFORME
avec Louis Jouvet et Suzy Delair
Au même programme, en V.O.
**COUP DE FEU
DANS LA SIERRA**
avec Randolph Scott

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 24 au 30 juin
LES MONSTRES
de DINO RISI

Théâtre

CORIOLAN

au IV^e Festival
d'Aubervilliers

ROME, vers 490 avant J.-C. : le patricien Caius Marcius, à la tête d'une armée pébéienne, repousse l'invasion volsque, délivre la ville de Coriole. Jusque-là, le pouvoir de la Cité appartenait exclusivement à la caste des patriciens régnant par l'intermédiaire de consuls. Mais le Sénat romain, pour obtenir l'union sacrée contre l'ennemi, a dû consentir une représentation politique à la Plèbe. Les victoires de « Coriolan » attirent sur lui l'attention du Sénat. Héros glorieux, Coriolan rétablirait comme consul l'autorité d'une classe menacée dans ses privilèges. Consul de la Plèbe après avoir été son général Coriolan, il saurait aussi l'éliminer.

Qui est Coriolan ? Les tribuns de la Plèbe s'interrogent. Ami, ennemi ? Coriolan n'a jamais dissimulé ses sentiments : « Ah ! s'écrie-t-il dans un moment de franchise, si la noblesse mettait de côté ses scrupules et me laissait tirer l'épée, je ferais de ces milliers de manants une hécatombe de cadavres aussi haute que ma lance. » Un soldat, un général, un fils toujours sous la coupe d'une mère despote, un mari usant de sa femme comme d'un objet domestique : un chef misogyne. D'abord tentée par la superbe de Coriolan, la Plèbe lui consent ses suffrages. Mais incapable de jouer le jeu politique, Coriolan porte atteinte à l'immunité des tribuns. La Plèbe va désormais s'opposer à lui. Elle le chasse. Banni de Rome, Coriolan échoue chez les Volsques. Sa haine pour ceux qui, en ne lui donnant pas la première place, l'ont humilié, va le conduire à prendre la tête de l'armée adverse pour abattre Rome. Tullus Aufidius, chef des Volsques, à deux doigts de la victoire, tuera Coriolan. La guerre s'arrêtera épisodiquement sur son cadavre.

Même résumée aussi sommairement l'œuvre de Shakespeare laisse apparaître ce qui a séduit Gabriel Garran : la description exemplaire d'un type de personnage dont l'histoire retient parfois le nom, héros militaire, politicien d'occasion ; la restitution lucide d'un conflit de classes ; la précision des traits caractérisant les protagonistes du drame, en particulier Coriolan, personnage particulièrement bien cerné.

Pourtant, ce IV^e Festival d'Aubervilliers, qui prélude à l'ouverture en décembre du théâtre fixe, n'aura pas avec cette représentation atteint le niveau des trois précédents. La mise en scène de Garran est en cause. Si elle parvient à nous intéresser à la lutte entre plébéiens et patriciens, elle ne résout pas ses problèmes disons « techniques ». Comme nombre de pièces de Shakespeare, celle-ci se découpe en scènes courtes situées en différents lieux, qui tendent à faire progresser parallèlement des actions convergentes. Cela fait de nombreuses entrées, de nombreuses sorties de personnages, pour lesquelles on s'est contenté dans la plupart des cas du plus simple : apparitions, disparitions qui provoquent l'ennui. Les déplacements de groupes, les combats, même les scènes intimes manquent de rigueur, d'invention. Non qu'on souhaite la surprise. Mais au moins une mise en valeur du texte, une respiration de l'ensemble souvent absentes.

Le dispositif scénique d'André Acquart manque d'ampleur. Il n'apparaît inefficace à rendre les changements de lieux auxquels je faisais allusion. Dès lors, son intérêt tombe. La distribution laisse apparaître des contradictions : Bernard Noël joue Coriolan paranoïaque, lyrique, forcené. Nombre d'autres rôles sont au contraire joués retenus, secs, détachés. Jacques Alric (Ménénius, un sénateur) court vers l'effet. Je peux en conclure ou que Garran a mal dirigé ses acteurs, ou qu'il n'a pas trouvé le registre nécessaire pour Shakespeare.

Je pencherais pour la deuxième hypothèse.

Emile COPFERMANN.

STAGIES D'ÉTÉ

Vacances tranquilles, studieuses, à l'air pur

Avis à tous nos camarades - Il reste des places disponibles pour deux stages importants organisés cet été.

« LES OBJECTIFS DU SOCIALISME ET LA POLITIQUE DU CONTRE-PLAN ».

Stage organisé par le Parti du 10 au 16 AOUT, DANS LA REGION PARISIENNE.

Les grands thèmes du stage :

- Bilan du Plan Capitaliste ;
- Les objectifs du Socialisme ;
- Les moyens de nos objectifs et la politique économique socialiste ;
- La stratégie du Contre-Plan : nos alliés dans le Front Socialiste ;
- La stratégie du Contre-Plan à l'échelon local et régional.

Les frais de séjour seront, comme à l'ordinaire, partagés en trois parts entre les stagiaires, les fédérations et le Secrétariat National. — Les frais de voyage feront l'objet d'une péréquation. — Au total, le prix par stagiaire devrait être voisin de 70 Francs.

D'autre part, le Parti invite les camarades à participer nombreux à un stage de formation organisé en commun par « Peuple et Culture » - « l'ADELS » et « Jeunesse et Culture »

DU 7 au 13 SEPTEMBRE DANS LA REGION PARISIENNE, sur le thème :

« PROBLEMES LOCAUX ET GESTION MUNICIPALE ».

Les grands thèmes du stage :

- La ville, sa structure, méthode d'enquête ;
- La municipalité, structure, fonctionnement, budget, services ;
- Les responsabilités économiques et sociales des communes : équipement socio-culturel, problème de l'emploi ;
- Les problèmes d'économie régionale ;
- La loi municipale : modes de scrutin, sociologie électorale.

Dans ces deux stages : des ateliers pratiques, du travail en groupe, des veillées culturelles sur le cinéma, la chanson, etc...

BULLETIN D'INSCRIPTION

NOM
 Adresse
 Prénom
 Téléphone
 Profession
 Section
 Fédération

désire participer au Stage « Contre-Plan » organisé par le P.S.U., du 10 au 16 Août (1),
 désire participer au Stage « Problèmes Municipaux » organisé par « Peuple et Culture » - « l'ADELS » et « Jeunesse et Culture », du 7 au 13 septembre, et demande que ma candidature soit adressée à ces organisations (1).

RENSEIGNEMENTS FACULTATIFS :

Entreprise
 Syndicat
 Responsabilités syndicales
 Responsabilités dans le Parti

(1) Rayer la mention inutile.